

52° Anniversaire de la Révolution d'Octobre — Numéro spécial — 16 pages
(Pages 12 et 13) INTERVIEW DE MADAME NGUYEN THI-CHON SUR LES CRIMES U. S. AU VIETNAM

I'HUMANITÉ



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

rouge

I F Boite Postale 134, Paris-20°
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LÉNINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE **N° 34**
JEUDI 13 NOVEMBRE 1969



OCTOBRE 1917
Sous la conduite
de Lénine
et de Staline



La Révolution Proletarienne triomphait !



UNE SEMAINE DE LUTTES



PROLONGEMENT DES LUTTES

- **PEUGEOT A SAINT-ETIENNE** : face au refus de la direction de satisfaire leurs revendications, notamment la parité des salaires avec l'usine de Sochaux, les 900 salariés en lutte depuis le 28 octobre décident de passer à une étape supérieure. Le lundi 3 novembre, c'est la grève illimitée avec occupation des ateliers. C'est par l'action et dans l'unité à la base, que les ouvriers firent reculer le patron, obtinrent satisfaction et reprirent le travail le 7 novembre.
- **ETABLISSEMENT CODER A MARSEILLE** : près de 2 000 métallos sont en grève depuis le 31 octobre pour l'augmentation des salaires et le 13^e mois.
- **FORGES CARNAUD A BASSE-INDRE (LOIRE-ATLANTIQUE)** : la grève déclenchée le 27 octobre se poursuit dans l'unité pour le relèvement et la remise en ordre des salaires.
- **WAGEOR A SAINT-ETIENNE** : les travailleurs poursuivent leur grève depuis le 17 octobre.
- **S.N.A.V. A VENISSIEUX (RHONE)** : grèves tournantes de 2 à 3 heures chaque jour depuis le 22 octobre.
- **ETABLISSEMENTS PERISSEL A LORME** : depuis le 28 octobre la grève se poursuit.
- **ERNAULT-SOMUA A CHOLET** : les 800 ouvriers poursuivent leurs actions par des débrayages journaliers.
- **CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE A PARIS** : les mécanographes poursuivent la grève.
- **ALLOCATIONS FAMILIALES A PARIS** : plus de 40 agents des fichiers poursuivent la grève.
- **C.H.U. (CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE)** : la grève commencée au centre de Montrouge s'étend maintenant à neuf C.H.U. sur dix dans la région parisienne. Les étudiants sont en grève pour exiger l'abrogation de l'arrêté du 26 septembre qui institue une sélection inacceptable. En province, à Reims, les étudiants poursuivent leur mouvement ; à Bordeaux la grève se poursuit ; à Clermont-Ferrand les étudiants de 1^{re} année du 1^{er} cycle réunis en assemblée générale réclament également l'abrogation de l'arrêté du 26 septembre. Les responsables du comité de grève des étudiants en médecine parisiens ont notamment déclaré jeudi au cours de leur conférence de presse : « Les besoins sociaux en matière de santé en France augmentent régulièrement, or nous constatons une sous-médicalisation criante : actuellement, 7 000 tuberculeux meurent chaque année dans le pays où on a mis au point le B.C.G. ; la France occupe la première place en ce qui concerne l'alcoolisme, la mortalité infantile est trois fois plus importante chez les mineurs que chez les cadres ».

LUNDI 3 NOVEMBRE

- **MANUFRACTURE A SAINT-ETIENNE** : les métallos débrayent 1 heure pour leurs revendications.
- **USINES BREGUET D'ANGLLET (PYRENEES-ATLANTIQUES)** : débrayage des 1 500 ouvriers pour l'augmentation des salaires et la parité des salaires avec les usines Bréguet de la région parisienne.
- **TRAMINOTS A SAINT-ETIENNE** : 800 ouvriers en grève pour l'augmentation des salaires et leurs revendications particulières.
- **C.A.T. A SAINT-BRIEUX** : grève de 48 heures pour l'augmentation des salaires et la diminution du temps de travail.
- **HAVAS-MACHINES A PARIS-2^e** : grève des V.R.P. pour les salaires et l'amélioration des conditions de travail.
- **U.R.S.S.A.F. (UNION DE RECOUVREMENT DES COGITATIONS DE SECURITE SOCIALE ET D'ALLOCATIONS FAMILIALES) A PARIS** : 300 employés arrêtent le travail.
- **FACULTE DES SCIENCES DE MARSEILLE** : les étudiants manifestent et occupent des locaux administratifs pour réclamer une allocation d'études.
- **FOURS A CHAUX DE DUGNY (MOSELLE)** : grève des 280 ouvriers pour une augmentation de salaires de 0,35 F de l'heure.

MARDI 4 NOVEMBRE

- **USINE D'AZOTE ET DE PRODUITS CHIMIQUES (A.P.C.) A TOULOUSE** : débrayage de deux heures contre la menace de la direction de licencier 600 ouvriers. 1 200 travailleurs manifestent et envahissent la préfecture malgré la présence des forces de répression.
- **C.S.F. A CHOLET** : débrayage de 1 700 ouvriers contre le licenciement abusif d'un ouvrier tourneur.

- **TRAVAILLEURS DU LIVRE** : grève de 24 heures dans les quotidiens de province qui ne paraîtront pas demain 5 novembre.
- **S.N.C.F. GARE DE PITHIVIERS ET MALESHERBES DANS LE LOIRET** : manifestation contre la fermeture des lignes Orléans-Pithiviers-Malesherbes, Orléans-Montargis, Pithiviers-Etampes.
- **C.A.F.L. A SAINT-ETIENNE** : débrayages de 4 heures sur l'ensemble des chantiers pour les salaires, le 13^e mois, les conditions de travail.
- **POLYMECANIQUE A PANTIN** : à la fonderie 40 ouvriers environ sont en grève illimitée pour leurs salaires.
- **ILGO (SALAISSONS) A LA COURNEUVE** : débrayages.
- **GERVAIS-DANONE DE LA REGION PARISIENNE** : grève de 24 heures pour l'augmentation des salaires.
- **SERVICE DES EAUX A PARIS** : grève de 24 heures pour l'attribution d'heures de récupération pour les heures de travail tombant les dimanches et jours fériés.
- **CAISSE DE SECURITE SOCIALE DE LA MANCHE** : grève de 3 jours pour l'égalité des traitements entre la province et Paris, pour la refonte des classifications et l'augmentation des salaires.
- **CENTRE UNIVERSITAIRE DE NANTERRE** : les étudiants progressistes protestent contre le renvoi de trois employés du restaurant et la non réadmission de 31 personnes.

MERCREDI 5 NOVEMBRE

- **LA MUTUALITE A PARIS** : plus de 6 000 travailleurs de la S.N.E.C.M.A. se rassemblent pour protester contre les licenciements de 755 d'entre eux. Ils luttent contre le chômage et pour la sécurité de l'emploi.
- **ATELIERS SIDERURGiques D'USINOR A DUNKERQUE** : les débrayages se succèdent depuis hier. Aujourd'hui un jeune ouvrier de 21 ans a été brûlé à 65 % par un jet de métal en fusion, il est mort victime de l'exploitation capitaliste.
- **MOREL-DUBOIS A MEUDON** : débrayages pour les revendications.
- **L.M.T. A BOULOGNE** : les techniciens des services chantiers débrayent pour leurs revendications.
- **E.D.F. ET G.D.F. A TOULOUSE** : manifestation de plus de 1 500 salariés dans les rues de la ville.
- **IMPRIMERIE GRAUD ET RIVOIRE A LYON** : débrayage contre le licenciement d'un militant ouvrier.

JEUDI 6 NOVEMBRE

- **GERVAIS-DANONE** : la grève partie mardi de la région parisienne s'étend maintenant aux établissements de Montpellier, Lyon, Marseille.
- **S.N.C.F. A OULLINS (RHONE)** : débrayage pendant 1 heure.
- **E.D.F. ET G.D.F. A CHALON-SUR-SAONE** : 600 grévistes bloquent plusieurs rues et manifestent jusqu'à la sous-préfecture.
- **PROVENCE-INDUSTRIE (CHANTIER NAVAL DE PORT-DE-BOUC)** : manifestation des 400 licenciés contre la fermeture des chantiers.
- **BREGUET A VILLACOUBLAY** : grève d'une journée pour les salaires et autres revendications.
- **P.M.E. DUCCELLIER A SAINT-OUEN** : les ouvriers de l'entretien et de l'outillage débrayent actuellement 2 heures chaque jour pour leurs salaires et pour l'amélioration des conditions de travail.
- **MUTUALITE AGRICOLE (CAISSE CENTRALE)** : manifestation dans le quartier de la gare Saint-Lazare, la grève se poursuit.
- **CITE SCOLAIRE DE KERICHEN A BREST** : les agents de service et de laboratoire cessent le travail pour 48 heures. Ils réclament la création des postes nécessaires au bon fonctionnement. Dans cette cité scolaire il y a plus de 5 000 élèves.

VENDREDI 7 NOVEMBRE

- **PEUGEOT A SOCHAUX** : les ouvriers de l'atelier de traitement thermique se mettent en grève contre le déclassement dont ils sont victimes lorsqu'ils sont obligés d'abandonner leur poste pour état de santé. La trempe de certaines pièces dégage des vapeurs nocives qui portent atteinte à la santé des ouvriers. Le maintien de la classification étant admis, le travail reprend en fin de soirée. Ce premier recul montre qu'il est également possible d'améliorer les conditions de travail.
- **S.E.M.M. A TRIGNAC (LOIRE-ATLANTIQUE)** : débrayage pour les revendications.
- **NORD-AVIATION A CHATILLON** : débrayage contre l'emploi par la direction de personnel intérimaire pour briser la lutte des standardistes. Les intérimaires refusent de jouer le rôle de briseurs de grève.
- **AEROPORT D'ORLY** : les électroniciens débrayent et bloquent la circulation pendant 1 heure.
- **LYCEE AUGUSTE-RENOIR A ASNIERES ET LYCEE DE SEVRES (HAUTS-DE-SEINE)** : grève pour protester contre l'épreuve anticipée de français au baccalauréat. Les lycéens demandent la possibilité de repasser une épreuve écrite dans le premier groupe d'épreuves.
- **HOPITAL PSYCHIATRIQUE D'ARMENTIERES** : grève de 24 heures.
- **C.S.F. A BREST** : 150 ouvriers débrayent et occupent les ateliers.

« MALHEURS AUX BARBUS GAUCHISTES ! »

Tel semble être le nouveau mot d'ordre des plumitifs bourgeois, fidèles échos des commissariats de police.

Déjà, une feuille fasciste (« Le Méridional ») soulignait complaisamment que Deltell, le professeur de Nîmes inquiet dans une affaire de drogue « portait la barbe, comme beaucoup de gauchistes ».

On ne parle plus de Deltell, professeur honnête, estimé de ses élèves comme de ses collègues, — car la police a dû se résigner à le mettre en liberté provisoire, en raison du néant de l'accusation.

Mais on parle beaucoup de l'enlèvement de la petite Sophie Duguet, remise

à ses parents contre une rançon de 100 millions d'A.F... et une certaine campagne se dessine déjà.

D'abord la fameuse « analyse graphologique » publiée dans toute la presse, où l'auteur de la lettre exigeant la rançon est présenté comme « un intellectuel, un homme habitué à exercer des responsabilités ». Suivez mon regard...

Si ça ne suffit pas, on publie un « portrait-robot d'un des ravisseurs ». Comme par hasard, c'est un homme jeune et barbu.

On s'en doutait ! Encore un de ces sales gauchistes, maoïstes, etc.

Et, pour les cerveaux hermétiques, pour ceux qui ne comprennent que si on leur fait un dessin, la famille Duguet elle-même met son grain de sel. Ecoutons le

grand-père, Pierre Duguet, chef du clan et hobereau soissonnais :

« L'enlèvement est une attaque contre la société que je représente, c'est-à-dire la bourgeoisie. Je ne pense pas qu'en enlevant la petite Sophie on ait visé les Duguet en tant qu'individus, mais, à travers les Duguet, c'est un défi que l'on a lancé à notre milieu. Ce pourrait être même à la rigueur le fait d'un mouvement extrémiste. »

Après la drogue, le kidnapping ! Jusqu'où ces maudits gauchistes n'iront-ils pas ?

Certes, on se gardera bien, et pour cause, de produire la moindre preuve à l'appui d'aussi fantastiques insinuations. Mais le but est de créer un climat de suspicion à l'égard de tout ce qui de

près ou de loin, peut être assimilé au mouvement révolutionnaire. Intellectuels barbus, ouvriers insuffisamment dociles à la baguette des patrons et des bonzes, paysans ennemis des cumulards, commerçants contestataires, etc. Calomniez, calomniez, il en reste toujours quelque chose, dit-on.

Mais il n'est jamais rentable de prendre le peuple travailleur pour un troupeau d'imbéciles.

Les fables « antirouges », nouvelle version, provoquent haussements d'épaules ou franche rigolade.

Signalons toutefois à l'estimable M. Duguet qu'il y a au moins un méfait dont il ne pourra pas accuser les extrémistes, le bris du vase... de Soissons, justement.

SOUSCRIPTION NATIONALE A L'"HUMANITÉ-ROUGE"

	Francs
TOTAL PRECEDENT	61 712,41
C.D.H.R. Paris-11 ^e	10,00
Un travailleur algérien	Noisy-le-Sec 4,00
M. C.	Nice 100,00
C.D.H.R.	Toulouse 110,00
C.D.H.R.	Montpellier 51,00
C.D.H.R.	Palaiseau 150,00
M. A.	Saint-Ouen 10,00
C.D.H.R. (octobre)	Strasbourg 120,00
Collecte à mariage, sympathisants	Amiens 145,00
C.D.H.R.	Rennes 260,00
Collecte à mariage de A. et G.	Rennes 50,00
A. Z.	Coulommiers 40,00
Anciens résistants du 11 ^e (novembre)	Paris 25,00
R. L. (novembre)	Gonfaron 10,00
C.D.H.R. fac étudiants	Orsay 50,00
Souscription au meeting 20 ^e anniversaire de la R.P.C.	Villeurbanne 290,00
C.D.H.R. (étudiants, commerçants, artisans)	Noisy-le-Sec 727,50
TOTAL GENERAL	63 864,91

AVIS A NOS LECTEURS AINSI QU'A NOS CORRESPONDANTS

Nous avons reçu cette semaine de nombreux articles dont certains tout à fait excellents, que nous regrettons de ne pouvoir publier dans le présent numéro, dont, en raison de la Fête du 11 Novembre, nous avons été contraints de boucler la composition et la mise en page deux jours plus tôt que d'habitude.

Que nos camarades expéditeurs de ces articles veuillent bien nous excuser et comprendre que ce sont des raisons techniques qui ont justifié la non-parution de leur envoi.

Le Comité de Rédaction.

Camarades des C.D.H.R de Paris, collez et distribuez massivement les affiches et les tracts pour le meeting sur l'Albanie (Cf p. 16)

ECOUTEZ LES RADIOS REVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'onde en m		Heures de Paris	Longueurs d'ondes en m
PÉKIN	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;	TIRANA	6 h	
	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;		16 h	
	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;		17 h	sur 31 et 42 m ;
	22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.		19 h	
			21 h		
			22 h	sur 31, 42 et 215 m ;	
			23 h 30	sur 31 et 41 m.	

ÉDITORIAL**Construisons le Front Uni sous la direction de la classe ouvrière et de son avant-garde**

Pourquoi le front uni ? disent certains. Les mêmes disaient déjà à une autre période : pourquoi un nouveau parti ? Si nous travaillons de toutes nos forces à la construction du front uni. C'est que nous savons par l'expérience historique qu'une avant-garde aussi éduquée et décidée soit-elle, ne peut vaincre sans s'appuyer sur un tel front, sans avoir créé un tel front ; c'est l'une des conditions essentielles de la victoire contre le capital. Mais les révisionnistes ne prêchent-ils pas pour un tel front ? Oui, les révisionnistes prêchent effectivement pour un front syndical uni qui recule d'ailleurs au fur et à mesure que nous avançons dans le temps. Or, ils ne peuvent réaliser ce front parce qu'ils ne s'appuient plus sur les forces saines, sur les forces réelles du prolétariat, sur les forces vives révolutionnaires, parce que le P. « C. » F. n'est plus « la chair de la chair » de la classe ouvrière et parce qu'ils imposent à leurs partenaires de circonstances (Mouvement de la Paix, C.G.T., F.O., C.F.D.T., S.F.I.O., P.S.U., etc.) soit un opportunisme béat soit un sectarisme borné qui rebute les mieux disposés, parce qu'en fait, ils n'ont plus confiance dans les masses, et celles-ci leur rendent bien cette méfiance.

Le front uni est non seulement nécessaire, mais indispensable. Au stade où nous sommes, n'est-il pas trop tôt pour le créer ? Non ! Car les masses attendent, et le seul danger véritable réside pour nous en son développement rapide qui risque de submerger l'avant-garde politique chargée de l'organiser, de l'orienter... Si cette avant-garde ne fonctionne pas d'une manière rationnelle, efficace, bien organisée, elle risque de se transformer elle-même en front, en « groupement informel » disait Lénine, en 1908, au sein du Parti Ouvrier Social Démocrate de Russie (P.O.S.D.R.), mais cela nous le savons ; le sachant nous devons prévoir ; et une crise de croissance est toujours un danger assez agréable à risquer.

Où sont les forces du front ? Partout où sont les travailleurs, les producteurs, les exploités. La multiplicité des comités de défense, de soutien, de base, d'unité d'action, de front uni, des conseils ouvriers, des C.O.P.I., la multiplicité des désaccords au sein de la C.G.T. et des syndicats de toutes sortes, les exclusions, les remises à la base de militants valeureux, les cartes rendues, abandonnées ou déchirées, un peu partout, les milliers de refus dans les usines, ateliers et chantiers de bons militants n'acceptant plus de jouer les délégués bidon, sur des listes de collaboration de classe, en sont autant de preuves.

Ces forces potentielles sont énormes ; mieux, elles attendent et se cherchent, certaines s'organisent à la base sans attendre, en comptant sur leurs propres forces. Elles attendent quelque chose que les plus conscients sentent mûrir. Les plus avertis des ouvriers, même inorganisés, disent autour d'eux : « Patience, camarades, quelque chose de nouveau va venir », avec la même certitude que le paysan met à dire : « Le printemps sera bientôt de retour ! ».

Les « grèves bidon » sont désormais éventées par les travailleurs d'avant-garde, de plus en plus nombreux. Les grèves dures dites « sauvages » sont dénoncées par les traîtres comme étant l'œuvre des « gauchistes ». Les soi-disant gauchistes sont devenus les bêtes noires non seulement de la bourgeoisie mais des révisionnistes et réformistes de tout poil, qui font un barrage intense et concerté contre leurs activités, avec tous les grands moyens dont ils disposent (tonnes de papier, journaux publicitaires, télévision, radios, conférences, milliers de permanents nourris à la gamelle du capital). Le play-boy du révisionnisme moderne lui-même, René Piquet, s'adresse à la jeunesse par le moyen de la télé bourgeoise dénonçant le « gauchisme », appelant à la guerre sainte contre ces fauteurs de troubles, auxquels il prophétisait en mai 1966, au maximum un an d'existence.

Les révisions tiennent à tout prix à conserver le gouvernail de la classe ouvrière. La construction d'un front uni doit rester leur chasse gardée

officielle, où les comités de base (qui était préconisés en 1930-1936 par la C.G.T.U.) sont aujourd'hui traités en braconniers par ceux-là mêmes qui les préconisèrent en d'autres temps, mais préfèrent aujourd'hui la tranquillité de l'unité de sommet liquidatrice.

L'activité révisionniste d'agitation actuelle dans la classe ouvrière, poursuit plusieurs buts : apparaître toujours comme l'avant-garde dirigeante, seule capable d'entraîner et d'unir la classe ouvrière ; empêcher l'unité véritable de se souder à la base en dehors du contrôle des organisations officielles reconnues et soutenues par le capital ; préparer un congrès « Impact » de la C.G.T. avec le décorum et la propagande maximum en utilisant bien entendu tous les moyens d'information de la bourgeoisie, au service du bourrage de crânes. Pour cela, ils mettent à leur actif, à leur « tableau de chasse », le moindre mouvement ou succès des travailleurs unis dans l'action à la base ; ils cherchent par cette tactique à faire oublier leur trahison de Grenelle et la comédie de Tilsitt, ils transforment le moindre succès des travailleurs en lutte en « grande et nouvelle victoire de la C.G.T. ».

De cela, les ouvriers sont non seulement conscients de plus en plus, mais aussi excédés et lassés. Il faut, à ce propos, que certains camarades se persuadent de cette réalité : même les masses qui suivent toujours par habitude les vieux drapeaux défraîchis du réformisme et du révisionnisme, le font plus par réflexe d'organisation que par condition, elles le font parce qu'il n'existe rien d'autre encore qui puisse les regrouper efficacement, mais régulièrement, dans les élections professionnelles, les « grandes centrales » confédérées perdent de l'influence et des voix. Il est symptomatique que les voix perdues par la C.G.T. en nuls et abstentions dans les fiefs rouges, dans les bastions traditionnels

ne sont pas récupérées par F.O. ou par la C.F.D.T. C'est qu'il y a désormais en gestation des forces suffisantes pour repartir sur des bases nouvelles.

En réalité, le front uni existe déjà à la base dans les luttes quotidiennes, ses unités de base se décantent et se regroupent. Le front uni existe mais il est dispersé. En fait, il n'a jamais encore été soudé ; désormais nous allons travailler à cette soudure, à cette fusion.

Ce dont les éléments épars ont le plus besoin, ce que la multitude des comités de base réclame c'est un lien puissant, un « échangeur d'expériences », c'est de se sentir les coudes ! Historiquement, cette masse a besoin de faire un bond qualitatif, car depuis « notre MAI », l'accumulation quantitative s'est réalisée.

Il y a toujours dans l'histoire sociale, tout comme dans l'histoire du développement dialectique de la nature, un point de maturation où il faut cueillir le fruit, ou battre le fer chaud.

Les fruits verts ou trop mûrs n'ont aucune valeur, aucun intérêt. Aux artisans de l'unité léniniste des exploités d'apprécier ce moment. Ce moment, camarades, c'est l'heure présente ; ne la laissons pas passer ; une exigence monte de la base et se fait impérative. Que chaque camarade soit un militant, ou le devienne, sache entraîner, convaincre, enthousiasmer et rendre confiance autour de lui en organisant.

Les grèves et mouvements actuels sont à ce sujet une grande école populaire, la grève du jeudi 23 octobre chez Renault, montre nos possibilités. Les travailleurs partout attendent « autre chose ». Cet autre chose, c'est le front uni à la base. Rien d'autre ne peut le remplacer. Matérialisons-le ! Quand une idée s'empare des masses, elle devient force invincible. Rendons-le irrésistible.

Abonnez-vous...

Nom	abonnement ordinaire :
Prénom	20 F pour 6 mois
Adresse	40 F par an
.....	abonnement de soutien :
.....	40 pour 6 mois
.....	80 par an
C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »	abonnement pour
30226.72 Centre La Source	l'étranger (par avion) :
	120 F par an

La Victoire du Peuple Vietnamien est inéluctable !**15 NOV. MOBILISATION**

Le 15 novembre, le peuple américain manifesterà comme le 15 octobre dernier son opposition à la sale guerre du Vietnam, répondant ainsi au discours de guerre de Nixon, chef de file de l'impérialisme U.S. Au Vietnam, les patriotes du Nord comme du Sud mènent de victoire en victoire la guerre populaire, comptant avant tout sur leurs propres forces. C'est en continuant dans cette voie que le peuple vietnamien vaincra totalement les agresseurs U.S. et les fantoches de Saïgon. En France, le gouvernement réactionnaire de la bourgeoisie monopoliste a interdit toute manifestation le 15 novembre sous prétexte de neutralité. De leur côté, le P. « C. » F. et son Mouvement de la Paix manœuvrent ; soumis au social-impérialisme des révisionnistes de Moscou qui complotent avec l'impérialisme U.S. pour le partage du monde, ils ont depuis des années saboté la diffusion des justes mots d'ordre des camarades vietnamiens et notamment : « F.N.L. vaincra » ; ils ont tenté d'imposer le mot d'ordre bélant et pacifiste : « Paix au Vietnam » et n'ont rien fait pour organiser le soutien du peuple de France sur de justes positions d'internationalisme prolétarien.

Aujourd'hui, devant les victoires évidentes du peuple vietnamien et l'action des anti-impérialistes de France, le P. « C. » F. « gauchit » ses positions pour ne pas perdre la face. Il va tenter, comme le 1^{er} mai 1969, de saboter au maximum la mobilisation des travailleurs.

LES ANTI-IMPÉRIALISTES SINCÈRES ONT DÉCIDÉ D'ORGANISER DE FAÇON AUTONOME LA MOBILISATION POUR LE 15 NOVEMBRE : UN APPEL A ÊTRE LANCÉ A L'INITIATIVE DU CENTRE INFORMATION VIETNAM, DE L'U.N.E.F., DU M.C.A.A. ET DU C.V.N. L'HUMANITE ROUGE SOUTIENNET CETTE INITIATIVE ET APPELLE TOUS LES ANTI-IMPÉRIALISTES A PRENDRE CONTACT AVEC LES MILITANTS DES COMITÉS DE DÉFENSE DE L'HUMANITE ROUGE ET AVEC TOUS LES MILITANTS QUI DIFFUSENT ET SOUTIENNENT CET APPEL POUR S'ORGANISER ET AGIR.

LES MENACES DU POUVOIR ET LES MANGEUVRES DE DÉMOBILISATION DES RÉVISIONNISTES DU P. « C. » F. N'EMPECHERONT PAS LES ANTI-IMPÉRIALISTES DE MANIFESTER LE 15 NOVEMBRE !

LE PEUPLE VIETNAMIEN VAINCRA !

UNITÉ À LA BASE ET DANS L'ACTION

Un correcteur nous écrit...

Chers Camarades,

Il m'a été donné d'assister dernièrement à l'Assemblée générale ordinaire du syndicat C.G.T. des correcteurs.

Il y a été particulièrement discuté d'une motion qui serait soumise au prochain congrès de la C.G.T.

J'ai pu remarquer la cohésion des membres de ce syndicat qui malgré tout regroupe des laboueurs et des correcteurs de presse en passant par le labeur-presse.

Trois groupes très différents, m'a-t-on signalé, du point de vue salaires.

Plusieurs correcteurs se signalèrent par des interventions très intéressantes et diversifiées. En ce qui concerne la démocratie syndicale, telle qu'on peut l'espérer, elle fut respectée.

Parmi ces interventions, exposons celle d'un camarade correcteur qui s'insurge de l'existence au sein de la C.G.T., d'une branche à laquelle peuvent adhérer des chefs ou directeurs d'entreprise. En substance, il déclara :

« Comment pensez-vous que puisse se comporter un mouvement ouvrier pour défendre un balayeur au salaire mensuel de 60 000 A.F. et un directeur émargeant à plusieurs millions d'A.F. par mois et vous représentez-vous, camarades, ces deux personnes (le balayeur et le directeur) assis l'un près de l'autre à une assemblée de la C.G.T. et défendant leur beef-teack ensemble... » (rires de l'assemblée).

Une autre intervention, celle-là plus directe, émanant d'un autre orateur :

« Je considère que le comportement de la direction de la C.G.T. lors de Grenelle de mai 1968 et plus près de nous, pour les grèves de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. faisant échouer le mouvement en acceptant des miettes, est œuvre de « jaunes » et qualifiable de trahison vis-à-vis de la classe ouvrière... »

Bien entendu, il me fut aisé d'entendre quelques murmures de désapprobation mais aussi je pus observer des hochements de tête significatifs.

D'ailleurs personne ne demanda par la suite la parole pour infirmer les dires de ce camarade.

Voici donc, en quelques lignes, ce qui vient confirmer la lettre que je vous avais précédemment adressée, à savoir que des camarades sont prêts à vous suivre si vous savez les gagner à vos idées qui sont aussi — mais pas toutes soyons francs — les miennes (ou que peut-être je ne comprends pas).

Cherchez à atteindre ces camarades, mais ne dénigrez pas à grands cris la C.G.T. Soyez patients et objectifs et vous serez entendus et suivis.

Fraternelle poignée de main.
Un camarade cégétiste clairvoyant,
lecteur de H.R.

A LA S.I.C.O., AU MANS, LES TRAVAILLEURS SONT UNIS DANS LA LUTTE

La situation à la S.I.C.O. : environ 700 ouvriers dont la majorité est syndiquée surtout à la C.F.D.T. (le reste F.O. ou non syndiqué). Les mouvements les plus durs partent généralement des plus jeunes. La S.I.C.O. est une des entreprises les plus en retard dans la Sarthe au point de vue salaires et conditions de travail.

Au mois de juillet, par exemple, à certains postes de travail, des ouvriers généralement étrangers (dont certains gagnent 700 NF par mois depuis mai et, avant, moins du S.M.I.G.) travaillaient 9 h 30 par 50° de chaleur sans ventilation. Pour les femmes, 9 heures à 9 h 30 par jour de travail, dès que la sonnette annonce la fin du boulot, elles courent jusqu'à leur vestiaire pour aller ensuite faire leur popote chez elles.

Deux exemples parmi tant d'autres de l'exploitation capitaliste à la S.I.C.O.

La S.I.C.O., se plaignant de la mauvaise marche des affaires n'hésite pas à engager un nouveau directeur, donc les patrons peuvent payer quand c'est nécessaire pour eux. Une usine qui marche : 6 directeurs pour 700 ouvriers. Depuis 15 ans, 2 500 personnes (4 fois l'effectif) sont rentrés et sortis de l'usine, vu les conditions de travail et de salaire, préférant aller ailleurs quand elles le pouvaient. Par exemple, les jeunes professionnels et O.S. arrivant à la S.I.C.O. ont pour plus vif désir de sortir pour trouver des conditions un peu meilleures. Ce va et vient du personnel est approuvé par la direction qui voit là un bon moyen d'exploitation et de division. Le personnel, de passage, n'a pas le temps de s'organiser.

Déjà, depuis le mois de mai, la S.I.C.O. accusait un retard de 5 % sur l'ensemble des entreprises de la Sarthe. Pour rattraper ce retard qui s'accumulait (augmentation du coût de la vie) une réunion entre délégués et ouvriers a été décidée pour discuter de l'augmentation des salaires, primes de transport, réductions d'horaires. Il a été décidé de demander 8 % d'augmentation et une heure de réduction sans perte de salaire. La direction accordait 1,86 %. Après une deuxième réunion, elle restait sur sa décision mais, pour essayer de tromper les travailleurs, elle avait inclus les augmentations individuelles, les primes semestrielles et les primes de transport, faisant croire qu'il y avait 8,4 % d'augmentation. Ouvriers et délégués refusent cette méthode, car l'augmentation est de 3,4 % dans l'année 1969 alors qu'elle était de 6,5 à 10 % dans la métallurgie sarthoise.

Pour la réduction du temps de travail, la direction accepte (1/2 h le 1^{er} octobre, compensée à seulement 80 %, 1/2 h le 1^{er} décembre) alors que le patron reconnaît que la totalité du travail de 47 heures se fera dans les mêmes quantités qu'en 46 heures (donc augmentation des cadences).

Pour les primes de transport, il fallait faire plus de 4 km pour espérer avoir 10 ou 15 F par mois.

Donc, maintenant nos exigences, pour soutenir ces revendications des débrayages sont décidés le 1^{er} et le 2 octobre (1/2 h le matin et l'après-midi). Nouvelle réunion, même attitude du patron. L'augmentation n'est que de 3,86 %. La base décide d'elle-même une grève pour montrer son mécontentement. La semaine suivante, du lundi au vendredi, grève décidée 1/2 h le matin et 1/2 h l'après-midi. Le lundi suivant idem, le mardi, les délégués sont reçus par la direction. Les ouvriers apprenant qu'il n'y a encore aucun résultat ne reprennent pas le travail et montent dans les bureaux de la direction, réclament que le directeur sorte pour lui prouver leur fermeté et leur désir de vaincre.

L'équipe de nuit barricade les portes des bureaux, la direction étant toujours enfermée. Le directeur, M. Toque, n'hésite pas à faire appel aux forces de l'ordre et aux huissiers. Vers 2 heures du matin, la direction est « libérée » par les forces de l'ordre (5 cars de C.R.S. avec casques et matraques, 3 cars de police et des huissiers). Les ouvriers se trouvent à leur poste de travail, tout se passe bien, sans cette décision les flics n'auraient pas hésité à intervenir violemment.

L'équipe du matin trouve les portes fermées, c'était la grève illimitée avec piquet de grève. A 14 heures, la direction doit recevoir les délégués sous la pression des ouvriers. Des résultats positifs sont obtenus : 5,86 % d'augmentation (c'est-à-dire 2 % de plus) au 1^{er} décembre, simplification promise de la grille des salaires, réduction d'une heure compensée à 100 %, pas de réduction sur la prime semestrielle à cause de la grève.

Certains jeunes auraient bien continué la grève pour obtenir plus mais nous ne sommes hélas encore qu'une minorité.

Le travail a donc repris, mais à la S.I.C.O. la lutte continue. C'est dans l'action, tous unis à la base, que les travailleurs de la S.I.C.O. ont abouti et vaincraient plus tard.

Un travailleur de la S.I.C.O.



Affiche réalisée par des militants de C.D.H.R.

A BAS LA POLITIQUE RÉACTIONNAIRE DE LA S.N.C.F.

Le 30 octobre, la gare Saint-Lazare a été le théâtre d'incidents violents entre voyageurs banlieusards et cheminots du contrôle de gare.

Les banlieusards, excédés des conditions honteuses dans lesquelles la S.N.C.F. les achemine, se sont révoltés. Certains, considérant les wagons de 1^{re} classe en grande partie inoccupés ont quitté leurs compartiments de seconde, bondés, et s'y sont installés. Les contrôleurs, contraints de par leur travail, à faire évacuer les voyageurs non munis de billets de première, se sont heurtés au public, indigné.

Une première constatation s'impose. Il est étonnant que de tels incidents ne se soient pas produits plus tôt, et pas seulement dans les trains de banlieue. Été comme hiver, à la moindre « pointe » de trafic, des voyageurs (qui paient plus de 11 F le km!), sont contraints de faire des centaines de kilomètres debout dans les soufflets, entassés dans les toilettes, etc. Quant aux banlieues, la situation est la même à Marseille, Lyon, Lille ou Nantes qu'à Paris.

Cette situation est le reflet de la nature de classe du pouvoir. Les laquais de la Direction S.N.C.F. qui font la roue en exhibant leurs trains de luxe du type « Capitole », « Mistral », « Cisalpin », etc., pour voyageurs huppés et pouvant payer, se moquent des travailleurs confinés aux secondes classes, aux trains lents, mal chauffés en hiver, mal ventilés en été. Matériel souvent vétuste, toujours insuffisant. Mais c'est bien assez bon pour les prolos, les paysans pauvres, les retraités, les étudiants, les soldats, les travailleurs immigrés. De toutes façons, comme ils sont obligés de se déplacer pour travailler (la fameuse « mobilité de la main-d'œuvre » chère à MM. Pompidou, Giscard et Chandon) « ils » se tasseront et puis voilà !

Eh bien non ! Les usagers des trains de banlieue, comme les « congés payés » en ont marre d'être transportés moins confortablement que du bétail (lorsqu'une vache crève en cours de transport, ça coûte cher à la S.N.C.F., mais une retraite smigard ou un travailleur africain, bah !).

Ils ont raison de se révolter contre la politique de classe de la S.N.C.F., image et conséquence du pouvoir des monopoles.

Quant aux contrôleurs, mal payés pour un service épuisant, ils sont entre le marteau et l'enclume.

Toute « négligence » dans leur service est durement sanctionnée par la S.N.C.F.

Mais l'exécution de plus en plus difficile et vexatoire, des tâches qui sont exigées d'eux les met en conflit permanent avec le public. Celui-ci, justement révolté, adopte parfois l'attitude injuste qui consiste à s'en prendre aux travailleurs du rails, pressurés et méprisés comme lui.

Cheminots et usagers sont victimes d'une même politique. Ils doivent s'unir pour lutter ensemble contre elle.

Dans l'immédiat, ils doivent exiger la mise en classe unique de tous les trains de banlieue.

Ils doivent exiger que cette solution soit appliquée également à tous les trains de grandes lignes en périodes d'affluence (congés payés, Noël, Pâques, etc.).

Ils doivent imposer la suppression de toutes restrictions aux départs des grandes gares à l'époque des congés, restrictions qui ont pour résultat de frustrer les titulaires de billets de congés annuels de plusieurs jours de vacances.

Ils doivent enfin exiger qu'en matière de réalisation technique, l'accent soit mis, non sur les trains de luxe mais sur l'accroissement du confort du matériel mis à la disposition du public populaire.

Cheminots, usagers, tous unis contre la politique réactionnaire de la S.N.C.F. vache à lait pour les monopoles, pompe à finances pour les travailleurs.



Affiche réalisée par des militants de C.D.H.R.

SUR LE FRONT OUVRIER

Centre Hospitalier Universitaire (Montpellier) : TRAHISONS SYNDICALES ET PÉTITIONS

Gloire aux vainqueurs, ils ont arraché la victoire après une dure lutte; en fait c'est une trahison de plus à l'actif de la C.F.D.T. et de F.O. que d'avoir signé la réforme des catégories C et D; le mot trahison n'est pas trop fort: elle s'étale au grand jour puisque fiers d'eux F.O. et la C.F.D.T. ont distribué journaux et tracts pour expliquer leur « succès » et pour essayer une fois de plus de tromper les travailleurs.

En effet, loin de resserrer l'éventail des salaires, loin de réduire l'écart hiérarchique des indices, cet accord accroît l'écart des salaires. Ainsi l'on pourra mieux diviser le personnel!

Les A.S.I. 1^{re} catégorie avaient 142 points; ils en auront 142.

Les A.S.I. 2^e catégorie avaient 145 points; ils en auront 142, de même pour les A.S.H. Quelle victoire!

Les commis qui avaient 173 points en auront 195.

Les chefs d'équipe qui avaient 195 points en auront 205.

Nous ne critiquons nullement l'augmentation d'indice des commis, chefs d'équipe, etc. Bien au contraire, mais la justice sociale aurait voulu que tout en augmentant les commis, etc., l'on pense aussi aux A.S.I. et A.S.H. de manière à resserrer l'écart des salaires, ce qui permettrait de réaliser plus facilement l'unité à la base.

Mais F.O. et C.F.D.T., en bons syndicats au service des patrons, préfèrent signer une réforme accentuant l'écart des salaires, ce qui provoque des rivalités entre le personnel et favorise la désunion des travailleurs à la grande joie des Berrech et Cie.

En plus l'accord prévoit la parution de nouveaux indices exceptionnels! Direction et syndicats espèrent ainsi achever de créer des jalousies, des rivalités personnelles. En effet, il y aura beaucoup de postulants, mais bien peu d'élus; nous savons que certains employés sont prêts à « fayotter » auprès de la direction pour être bien « notés » et recevoir leur récompense de chien-chien fidèle; ainsi donc la direction du C.D.H.U. espère créer une couche de serveurs zélés, mouchards à l'occasion, qui en fin de carrière auront en récompense... l'indice exceptionnel!

Ce qu'il faut souligner (et cela serait risible s'il ne s'agissait que d'une farce!), c'est que les « brillants succès » obtenus grâce aux syndicats pourris ne se feront pas cette année. Voyons messieurs les employés: il faut être raisonnable: l'on ne peut pas tout avoir d'un seul coup! Nous sommes en période d'austérité! Que diable!

Nous obtiendrons « tout cela » en plusieurs étapes, en 4 ans exactement; ainsi jusqu'en 1974 les syndicats C.F.D.T. et F.O. ne remettront pas en cause la hiérarchie des indices.

Et la C.G.T.? Aux hôpitaux elle ressemble comme deux gouttes d'eau aux

deux autres syndicats: piston, compromission, véritable pourriture parfois... Mais voilà: il ne faut pas confondre la direction avec tous les gars de la base (comme pour la C.F.D.T. et même pour F.O.); et la base on la trompe de moins en moins facilement. Aussi la C.G.T., voulant faire croire qu'elle est encore combattive n'a pas signé cette réforme: nous ne pouvons que nous en féliciter.

Mais cette attitude ne doit pas créer parmi le personnel des illusions sur la C.G.T. (Séguy a signé bien d'autres accords!). Et que fait la C.G.T. chez nous: des pétitions, toujours des pétitions, encore des pétitions! Or nous savons que les pétitions, ou les grèves de quelques heures ne mènent à rien, sinon à décourager l'action militante.

Seule l'unité des travailleurs à la base et dans l'action ferme, résolue peut faire reculer le patronat et la direction. Ce qu'il faut aussi se persuader, et la suite des grèves de mai 68 l'a montré, c'est que c'est le pouvoir bourgeois, l'Etat bourgeois que nous devons détruire; car tous les acquis des travailleurs peuvent être remis en cause n'importe quel jour; dès que la bourgeoisie se sent forte elle reprend ce que les travailleurs ont arraché de haute lutte. C'est ce qui s'est passé depuis mai 1968.

Il nous faut expliquer sans cesse que pétitions ou manifestations folkloriques organisées par les syndicats ne mènent à rien: elles sont un moyen de faire « défouler » les travailleurs qui sont en colère.

LA SITUATION AU C.H.U. DE MONTPELLIER :

L'ambiance n'est pas brillante chez nous: le personnel est désuni, divisé par des malentendus, des querelles personnelles ou collectives; par exemple il y a rivalité entre les équipes du matin et du soir dans certains services; certains employés ne voient dans les syndicats qu'un moyen d'avancer en « jouant des coudes »; il y a un manque de solidarité et de camaraderie.

Cet état d'esprit n'est pas le fait du hasard; en effet les syndicats ne font rien (bien au contraire: vraiment aux hôpitaux les syndicats sont encore plus dégénérés qu'ailleurs) pour créer l'unité parmi le personnel: ils nous divisent en favorisant certains aux dépens des autres, en n'offrant aucune perspective de lutte claire, en demandant des augmentations de salaires en pourcentage, ce qui une fois de plus décourage et dégoûte les employés des petites catégories qui, privés de toutes perspectives de lutte, deviennent individualistes, cherchant des solutions personnelles pour s'en sortir (double journée, etc.). Nous devons tout faire pour créer une ambiance de camaraderie, afin que le mot camarade ne soit pas un mot creux. Tout faire pour combattre notre découragement, notre

L'ALBANIE ROUGE A 25 ANS

(cf page 16)

A nos Lecteurs et Amis

ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION ALBANAISE

Pour répondre aux demandes de nombreux lecteurs désireux d'adresser des messages de félicitations au Parti du Travail d'Albanie et au gouvernement de la République Populaire d'Albanie, voici l'adresse de l'ambassade du peuple frère à Paris:

Ambassade de la République Populaire d'Albanie, 131, rue de la Pompe, Paris-16^e.

EN SUPPLEMENT

AU PRESENT NUMERO DE NOTRE HUMANITE-ROUGE :

1^{er} CHAPITRE DE L'HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

Communiqué en exclusivité à notre journal par le Comité central du Parti du Travail d'Albanie, auquel nous exprimons nos plus vifs remerciements.

L'exemplaire : 2 F

Envoi sur demande. Règlement à notre C.C.P. ou par timbres-poste en ajoutant 1,50 F de frais d'expédition, ou en le demandant à nos militants des C.D.H.R.

S. N. E. C. M. A. (Corbeil)

NON AUX

LICENCIEMENTS!

Débrayage massif à la S.N.E.C.M.A.-Corbeil. La C.G.T. est obligée d'accepter une manifestation à Paris sous la pression conjuguée de la base, et de la C.F.D.T. Dès le début de la grève, la C.G.T. se couvre de ridicule. Sur simple menace de la direction, elle renonce au parcours des ateliers et des bâtiments administratifs, par le cortège des travailleurs en grève.

La C.F.D.T., appuyée par les travailleurs, impose un défilé dans les ateliers, mais accepte dans un souci d'unité, de ne pas traverser les services administratifs, se contentant de les contourner. Deuxième phase de la manifestation, rassemblement de tous les travailleurs des usines S.N.E.C.M.A. aux Gobelins, environ 6000 personnes. Défilé des Gobelins à la Mutualité. Dispositif de police important. La police impose le lieu de rassemblement des cars, et la C.G.T. accepte d'emblée ce changement de programme. Nos camarades de l'Humanité-Rouge portent Humanité-Rouge en travers de la ceinture pour se reconnaître.

Troisième phase: Meeting à la Mutualité. Discours plat et verbeux des responsables de la C.G.T. La C.F.D.T. met directement en cause le système capitaliste, et invite les travailleurs à une prise de pouvoir, sans donner de méthode. Discours démagogique de la C.G.T. et de F.O.

Compte rendu d'une délégation syndicale chez le Premier Ministre: « Une réunion tripartite, directions, ministères, syndicats est prévue pour vendredi ».

Dans l'ensemble, le P.«C.»F. c'est montré très soucieux d'éviter les provocations gauchistes (pas de drapeau rouge) et a couvert les tentatives de « Ce n'est qu'un début, continuons le combat » par « un moteur français ». La Pan American Airways ayant décidé d'acheter des Tupolev 144, en annulant des commandes possibles de « Concorde », c'était assez amusant.

Pendant combien de temps, les travailleurs de la S.N.E.C.M.A. se laisseront-ils bernier par la C.G.T.?

Un syndicaliste prolétarien.

P.S. — Absent du 12 sept. au 1^{er} nov., je n'ai pu vous tenir au courant des événements pendant cette période.

C.D.H.R. de Ris-Orangis.

individualisme, car nous n'obtiendrons rien s'il ne règne pas entre nous une bonne ambiance de solidarité.

Ne comptons pas sur les syndicats pour nous défendre! Nous devons compter sur nous mêmes, sur nos propres forces (et nous disons que tout espoir d'améliorer les syndicats est utopique).

Nous devons dénoncer l'ambiance pourrie qui règne ici, entretenue par la direction du C.D.H.U., corrompue et ses valets. La corruption est partout: un exemple parmi tant d'autres: récemment un chef qui a été dénoncé pour vol (de grandes quantités de denrées) est toujours en place..., et lui contrôle à ce qu'on ne touche pas à ces denrées. Ce chef s'en tirera certainement sans plus d'ennuis; entre haut-fonctionnaires et petits chefs on « s'arrange » car chacun sait « trop de chose »; alors on règle « ça » en douce. Pourtant la direction a publié il y a déjà plusieurs mois un rappel précisant que les auteurs de vols seront sévèrement réprimandés. Attention employés! C'est à nous que la note s'adresse, pas à tout le monde. C'est la « justice » bourgeoise: deux poids, deux mesures.

Nous devons aussi dénoncer le groupuscule trotskyste C.A.O. - A.J.S. - O.C.I. dont les militants mènent la lutte intérieure à la C.G.T.; en fait ces super-révolutionnaires se font les défenseurs des syndicats; ils font eux aussi signer des pétitions... D'ailleurs le trotskysme, vieille théorie de 70 ans n'a jamais pu permettre de faire la révolution et de renverser le capitalisme où que ce soit. Partout où l'exploitation de l'homme par l'homme a été balayée par le peuple, c'est guidé par la théorie marxiste-léniniste; en Russie, en Chine, en Albanie ou au Vietnam.

D'ailleurs nos trotskystes, s'ils sont exclus du bureau syndical, n'en restent pas moins à la C.G.T.. Ce n'est pas comme nous qui sommes chassés des syndicats; car nous disons la vérité lorsque nous y sommes dans les syndicats, ce qui ne plaît pas aux politiciens professionnels que sont les dirigeants syndicaux.

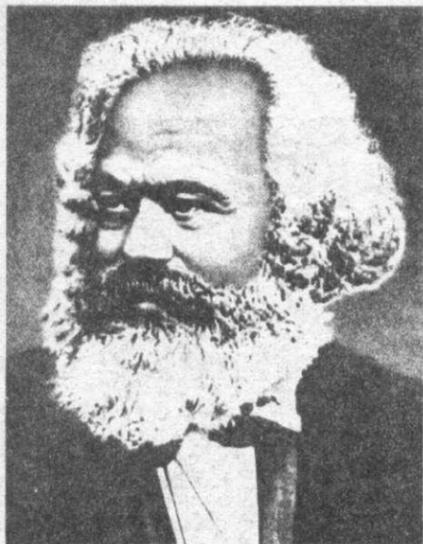
Combattons l'égoïsme et l'individualisme! Créons une ambiance de camaraderie! Préparons l'unité des travailleurs et des étudiants au service du peuple!

Préparons la création d'une organisation qui doit grouper tous les employés qui admettent que le salut des travailleurs est dans l'unité à la base et dans l'action et non dans les combines et le favoritisme!

Exploités! Unis nous sommes l'écrasante majorité! La direction et ses valets-mouchards ne sont qu'une minorité.

Des employés M.-L. du C.H.U. de Montpellier.

Russie, Octobre 1917, sous la direction du Parti Bolchévique PAR L'INSURRECTION ARMÉE



VICTOIRE DE LA RÉVOLUTION

Le 7 novembre 1917, voici cinquante-deux ans, triomphait la première grande révolution prolétarienne, à laquelle le décalage du calendrier russe de l'époque devait imposer son nom : la Révolution d'Octobre.

Héritière directe de la Commune de Paris qui n'avait duré que soixante-dix jours, la révolution bolchévique allait briser l'état capitaliste russe et arracher à son exploitation féroce, pour une période beaucoup plus longue, les masses laborieuses horriblement opprimées. La restauration de la domination de classe au profit d'une nouvelle caste d'éléments bourgeois bureaucratiques, ne devait intervenir que trente-neuf ans plus tard après la mort de Staline.



Les travailleurs prennent les armes. Les détachements de la Garde Rouge de Pétrograd descendent dans la rue.

LE PARTI, INSTRUMENT DE LA RÉVOLUTION

Mais comment donc le prolétariat si malheureux de l'immense Russie des tsars réussit-il la conquête du pouvoir ?

Au début de 1917, la Russie était plongée dans la première guerre mondiale surgie des rivalités impérialistes. La misère du peuple était profonde, le massacre des soldats empirait chaque jour davantage pour la défense d'une cause qui n'était pas la leur, la classe dominante étalait une pourriture politique et morale sans limites, l'autocratie tsariste gouvernait pour le compte des féodaux et des impérialistes étrangers.

Le 12 février 1917 se produisit une révolution déclenchée par la petite bourgeoisie et une partie de la bourgeoisie, s'appuyant, bien entendu, sur les travailleurs manuels. Un gouvernement provisoire fut instauré à Pétrograd, capitale de la Russie, constitué par des « républicains de gauche » et des « socialistes ».

Mais bientôt le peuple dut se rendre à l'évidence que le nouveau pouvoir, bien que comptant moins d'aristocrates et autres nobles que celui qu'il avait renversé, poursuivait une politique tout aussi néfaste.

En fait le gouvernement, présidé par Kerenski, était dirigé sous-main par les représentants diplomatiques des états impérialistes occidentaux, ceux de Grande-Bretagne et de France plus particulièrement. C'était avant tout les intérêts de classe des capitalistes cosmopolites qui se trouvaient d'abord préservés. Les banquiers russes étaient les agents actifs des privilèges de leurs bailleurs de fonds qui résidaient à Londres et à Paris.

Ce n'était là que le renouvellement de ce qui s'était passé après toutes les révolutions bourgeoises en Europe au cours du 19^e siècle, à l'époque ascendante du capitalisme. Dans son ouvrage « Révolution et contre-révolution en Allemagne », Engels avait déjà caractérisé ce processus de la lutte des classes :

« Dès le commencement d'avril 1848, le torrent révolutionnaire se trouva arrêté sur tout le continent européen par la ligue que les classes de la société, qui avaient bénéficié de la première victoire, formèrent aussitôt avec les vaincus.

En France, les petits commerçants et la fraction républicaine de la bourgeoisie s'étaient coalisés avec la bourgeoisie monarchiste contre les prolétaires ; en Allemagne et en Italie, la bourgeoisie victorieuse avait recherché avec empressement l'appui de la noblesse féodale, de la bureaucratie officielle et de l'armée contre la masse du peuple et des petits commerçants. Bientôt, les partis conservateurs et contre-révolutionnaires coalisés reprurent l'ascendant. »

Cependant un fait nouveau marquait la situation de la Russie après la révolution bourgeoise de février 1917 : l'existence du parti révolutionnaire prolétarien. Lénine l'avait patiemment édifié depuis près de vingt ans, à travers d'innombrables et incessantes luttes contre la répression tsariste et contre les déviations de droite et de gauche des multiples groupes d'intellectuels bourgeois et petits-bourgeois, au premier rang desquels ceux constitués ou encouragés par Trotsky.

Centralisé et discipliné, le Parti ayant Lénine à sa tête, comptait quelques milliers de « révolutionnaires professionnels » issus des rangs ouvriers des villes et des innombrables cohortes paysannes des campagnes où sévissait un régime encore proche du servage. Au début, peu d'intellectuels soutenaient Lénine sans réserve, beaucoup même le combattaient âprement, mais à l'approche des grands mouvements décisifs, nombre d'entre eux ralliaient son Parti, certains d'entre eux le firent d'ailleurs par pur opportunisme, comme par exemple l'homme qui n'avait cessé de comploter et agir contre l'unification effective des bolchéviques, celui que Lénine avait qualifié avec mépris de « petit Judas » et qu'aujourd'hui la bourgeoisie française et internationale présente frauduleusement comme son disciple, Trotsky.

En vérité, de ses expériences et analyses depuis 1898, Lénine avait su dégager sur le plan théorique le maximum possible.

Sans définir de manière dogmatique une quelconque « recette » révolutionnaire, il avait su construire, en liant étroitement la pensée et l'action, une stratégie infaillible, élément par élément, principe par principe. En 1905, étudiant la tactique du prolétariat dans la révolution bourgeoise, il écrivait son fameux texte : « Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique » et précisait :

« La victoire décisive de la révolution sur le tsarisme, c'est la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie... Et cette victoire sera précisément une dictature, c'est-à-dire qu'elle devra de toute nécessité s'appuyer sur la force armée, sur l'armement des

masses, sur l'insurrection, et non sur telles ou telles institutions constituées « légalement », par la « voie pacifique ».

Il avait bien dès lors définitivement rompu avec les thèses réformistes et révisionnistes, qui ne manquaient pas d'assaillir de toutes parts la doctrine née au siècle précédent des analyses scientifiques remarquables de Marx et Engels, le marxisme.

APRÈS FÉVRIER 1917

Pourtant, au lendemain des événements de février, Lénine ne précisait pas encore avec une certitude définitive la nature du passage au socialisme. Exilé en Suisse, il se décidait à rentrer en Russie dans la nuit du 3 avril.

C'est à ce moment précis qu'il choisit le passage révolutionnaire avec une justesse de jugement désormais historique, en rédigeant ses fameuses « thèses d'avril ». Il rompit alors définitivement avec les menchéviks au pouvoir, opposa au régime fondé sur la république parlementaire bourgeoise celui du peuple s'exprimant librement à travers les soviets. A la démocratie bourgeoise (la démocratie « avancée » que préconisent aujourd'hui les dirigeants révisionnistes), Lénine préférait la démocratie prolétarienne fondée sur les conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats (c'est-à-dire, ce que Staline, Dimitrov et Mao Tsé-toung devaient appeler la démocratie « populaire » fondée sur la dictature du prolétariat).



On peut lire sur les pancartes que portent les manifestants (parmi lesquelles nombreuses femmes) : « Le pouvoir au Soviet des députés des ouvriers, soldats et paysans ! » « A la porte les ministres capitalistes ! »

Il demanda à cette même époque que le parti social-démocrate de Russie prenne le titre plus précis de « Parti communiste », rendant ainsi justice à la juste dénomination choisie par Marx et Engels dans leur Manifeste.

Le 20 avril, le général Kornilov lança ses troupes contre une manifestation organisée par le Parti communiste bolchévique. Cent mille ouvriers et soldats s'étaient rassemblés sous le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! ». La sauvage répression de l'officier tsariste fit de nombreux morts et blessés, mais ne parvint pas à endiguer le flux de la révolution. Par contre, les menchéviks et autres politiciens de la bourgeoisie portés au gouvernement deux mois plus tôt, rallièrent ouvertement le camp de la contre-révolution.

En février, le Parti comptait 15 000 adhérents ; fin avril il était déjà passé à 80 000 membres organisés.

LA VOIE REVOLUTIONNAIRE

La répression n'eut d'autre résultat immédiat que son impétueuse croissance. L'idée du recours à la lutte armée s'empara rapidement des masses populaires et le mérite de Lénine consista précisément à savoir discerner à chaque pas le niveau atteint par leur conscience et leur combativité : Lénine ne se tint jamais, ni trop en avant, ni derrière les masses en mouvement.

Au VI^e Congrès du Parti bolchévik organisé clandestinement du 26 juillet au 3 août 1917 à Pétrograd, Lénine fit triompher l'orientation révolutionnaire juste. Le Parti avait encore grandi et groupait 240 000 adhérents. Ce fut Staline qui présenta le rapport politique préparé avec Lénine. Bien entendu, les vieux adversaires de ce dernier discutèrent d'autant plus qu'ils s'étaient octroyé des possibilités nouvelles de polémiquer, en adhérant au Parti. Zinoviev, Kamenev, Trotsky et Boukharine tentèrent vainement d'infléchir — et même de saboter — la ligne du Parti. Lénine et Staline surent maintenir la juste orientation.

« La période pacifique de la révolution a pris fin, déclara ce dernier ; la période non pacifique est venue, la période des engagements et des explosions... ». Dès cet instant, les bolchéviks, profondément enracinés dans le peuple, s'engageaient sur la voie de la lutte armée.

L'ALLIANCE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS

Lénine eut à ce moment précis un autre mérite décisif : il sut insister très fortement avec une pertinence exemplaire sur l'alliance du prolétariat et des paysans pauvres. Il la présenta comme condition indispensable de la victoire de la révolution socialiste.

LENINE SE SOUSTRAIT A LA POLICE

La bourgeoisie était affolée. Le ministre de la Police fit convoquer Lénine devant la justice bourgeoise. Mais le Congrès décida sur proposition de Staline, contre l'avis de Trotsky, que Lénine devait se soustraire par tous les moyens aux recherches des organes répressifs de l'Etat au service de la contre-révolution. Au terme de ses travaux, le VI^e Congrès lança un appel aux ouvriers, soldats et paysans, qui s'achevait par ces mots :

« Préparez-vous aux nouvelles batailles, camarades de combat ! Avec fermeté, courage et calme, sans vous laisser prendre à la provocation, accumulez les forces, formez-vous en colonnes de combat !

Sous le drapeau du Parti, prolétaires et soldats !
Sous notre drapeau, opprimés des campagnes ! »

LA BOURGEOISIE ACCENTUE LA REPRESSION

MAIS LES BOLCHEVIKS INTENSIFIENT L'OFFENSIVE DES MASSES

Désormais les événements allaient se développer de manière de plus en plus accélérée, de plus en plus violente aussi.

Le pouvoir chancelant de la bourgeoisie, complice des privilégiés renversés en février, comprenait qu'il ne pourrait se maintenir sans écraser le Parti communiste bolchévik qui dirigeait le mouvement révolutionnaire des masses. Le millionnaire Riabouchinski proclamait que la seule issue consistait à « prendre à la gorge les faux amis du peuple, les soviets et comités démocratiques ».

Au front, le général Kornilov faisait condamner à mort les soldats en révolte et ordonnait leur exécution sommaire immédiate.

Le 12 août, Kerenski, président du Conseil, annonça qu'il était décidé à réprimer « par le fer et dans le sang » les manifestations ouvrières dans les villes et les paysans qui se révoltaient dans les campagnes contre les grands propriétaires fonciers.

Banquiers, gros commerçants, diplomates occidentaux préparèrent hâtivement un coup de force pour tenter de stopper brutalement l'impétueuse montée des luttes révolutionnaires. Le 25 août, Kerenski lança en vain toutes ses forces de police contre les bolchéviks. Kornilov, ce général contre-révolutionnaire qui était avide de sang ouvrier et paysan, fit alors occuper la capitale par le 3^e corps de cavalerie en invoquant la nécessité de « sauver la patrie ». La patrie des exploités, bien entendu.



L'attaque du Palais d'Hiver

Mais le Comité central du Parti communiste bolchévik créa aussitôt des détachements armés de gardes rouges.

Des marins s'associèrent aux révolutionnaires. Intervenant auprès des soldats de la division « sauvage » envoyée du Caucase par Kornilov pour occuper la capitale, ils parvinrent à les convaincre et ceux-ci n'entrèrent pas dans la ville.

Le coup de force des « blancs » échouait. Mais le bourgeois Kerenski tentait encore de détourner au profit de son gouvernement contre-révolutionnaire la victoire des masses populaires. Pendant tout le mois de septembre, il déploya toute son énergie à endiguer la poussée révolutionnaire non plus par la violence terroriste (qui avait échoué) mais par la conciliation et les négociations. Il s'efforça en particulier d'user de la tactique « électoraliste », proposant un « préparlement », conseil provisoire de la République destiné à promouvoir une constitution bourgeoise parlementaire.

Mais Lénine veillait. Le Parti bolchévik déjoua cette nouvelle manœuvre en décidant de ne pas participer à ce Parlement, qui constituait un nouveau piège de la bourgeoisie. Seuls Kamenev, Zinoviev et Trotsky se déclarèrent partisans de répondre favorablement à cette duperie destinée à détourner la colère populaire en faisant naître de nouvelles illusions électoralistes et parlementaires.

L'INSURRECTION ARMEE

Le processus révolutionnaire s'accéléra. Lénine, aidé efficacement par Staline, prépara fiévreusement l'insurrection.

Le 10 octobre le Comité central du Parti décida le déclenchement de la révolution. Kamenev et Zinoviev votèrent contre, Trotsky proposa un amendement destiné à retarder la date de l'insurrection armée en la repoussant après l'ouverture du II^e Congrès des soviets. En cette circonstance il se dévoila comme un pur opportuniste recherchant toujours quelque fondement de caractère « légaliste », au moment où la violence révolutionnaire du prolétariat était prête à se déchaîner. En effet, à ce moment-là, la majorité des soviets restait encore sous domination menchéviks, bien qu'elle ne corresponde plus au mouvement des masses parti de la base des travailleurs eux-mêmes.

Le 21 octobre, le gouvernement de Kerenski interdit l'organe central du Parti, le « Rabotchi-Pout » (La Voie Ouvrière). Le 24 octobre les gardes rouges repoussèrent les voitures blindées et les détachements policiers envoyés pour occuper l'imprimerie où il était édité. C'était le début de l'insurrection.

Dans la nuit, Lénine arriva à Smolny et prit en main la direction des opérations militaires. Il fit occuper le centre de la capitale par les gardes rouges et prépara l'attaque du Palais d'Hiver où s'était retranché le gouvernement provisoire. Le lendemain 25 octobre, les bolchéviks appuyés par les soldats révolutionnaires conquièrent tous les points stratégiques de la ville. Enfin, dans la nuit du 25 au 26 octobre (7 à 8 novembre 1917) fut livré l'assaut victorieux du Palais d'Hiver.

Le gouvernement fut arrêté. L'insurrection armée triomphait.

Le II^e Congrès des soviets voyait dès lors s'affermir l'autorité des bolchéviks tandis que les opposants contre-révolutionnaires s'enfuyaient. Il pouvait alors devenir un véritable congrès révolutionnaire des ouvriers, des paysans et des soldats, et prenait, en temps que tel, tous les leviers du pouvoir, brisant tous les organes de l'Etat ancien.

Il proclamait dans l'enthousiasme unanime : « Fort de la volonté de l'immense majorité des ouvriers, des soldats et des paysans, fort de l'insurrection victorieuse des ouvriers et de la garnison de Pétrograd, le Congrès prend en main le pouvoir ».

La victorieuse Révolution d'Octobre entraine dans l'Histoire !



La Révolution a vaincu. Son chef, le grand Lénine, célèbre avec les travailleurs de Moscou, le 7 novembre 1918, le premier anniversaire des journées glorieuses (ci-dessus). Mais c'est en avril 1922 seulement que Lénine peut écrire dans un manifeste. (Notre cliché reproduit la première page de son manuscrit) : « Camarades ouvriers, nous marchez vers votre victoire finale, décisive ! » Lénine prononçant un discours sur la Place Rouge, à Moscou, en 1919 (ci-dessous).



Les photos ci-dessus sont extraites d'un numéro des Etudes Soviétiques de 1952.

Les enseignements de la Révolution d'octobre



A MOSCOU, LE 7 NOVEMBRE 1918, POUR L'INAUGURATION D'UNE PLAQUE A LA GLOIRE DES COMBATTANTS DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE, LENINE DECLARE :

La Victoire ou la Mort!

Cinquante ans après sa victoire, la portée historique et universelle de la grande Révolution prolétarienne soviétique d'octobre 1917 n'est plus contestée par personne.

Mais les représentants idéologiques et politiques de la bourgeoisie, dans l'impossibilité de nier sa profonde signification pour les peuples du monde entier, agissent avec ruse et perfidie pour en falsifier les enseignements.

Bien entendu pour tenter d'améliorer l'efficacité de leur entreprise inéluctablement vouée à l'échec, ils utilisent avec cynisme les services des dirigeants traités qui se vautrent dans le révisionnisme moderne avant de finir lamentablement dans la poubelle de l'histoire. Sous la baguette des chefs d'orchestre khrouchtchéviens, ils ont constitué à l'échelon mondial un rassemblement de néo-menchéviques dont toute l'idéologie et chaque acte politique sont au service de l'impérialisme.

C'est bien pourquoi nous revient, en France, la haute mission de perpétuer la vérité, cette force de l'Histoire, en rappelant, en étudiant et en assimilant les enseignements de la Révolution d'octobre.

Mais il convient avant tout de souligner combien l'enrichissement du marxisme-léninisme par Mao Tsé-toung nous permet aujourd'hui d'y voir plus clair, de mieux comprendre ce qui se passa en Russie en octobre 1917 et depuis lors comme ce qui se passe dans le monde à notre époque.

En affirmant, comme le fit déjà Lénine, ainsi que Staline un an seulement avant sa mort, que la lutte de classes continue même après l'institution de la dictature du prolétariat, Mao Tsé-toung reprendit sous une forme nouvelle un principe entrevu par Engels lorsqu'il étudiait le processus de la Révolution et de la contre-révolution à propos des Révolutions démocratiques bourgeoises.

De l'automne de l'année 1901 à mars 1902, Lénine étudia et formula les fondements idéologiques du « Parti » révolutionnaire dans son ouvrage « Que faire ? ».

Puis de février à mai 1904, après l'apparition des deux courants, bolchevik et menchevik, il en étudia et formula les principes d'organisation dans « Un pas en avant, deux pas en arrière ».

Ensuite de juin à juillet 1905, lutant toujours contre l'opportunisme, il en étudia et formula les principes tactiques dans « Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique ».

Enfin, au cours de sa lutte contre les révisionnistes de 1908 à 1912, il en étudia et formula les principes théoriques dans « Matérialisme et empiriocriticisme ».

Il parvint de la sorte à fonder le premier Parti marxiste, révolutionnaire prolétarien, qui, sous le nom de Parti communiste bolchevik, conduisit le prolétariat russe à la victorieuse Révolution d'octobre 1917.

Quels sont donc ces enseignements ?

Il n'y a pas de révolution prolétarienne sans parti révolutionnaire prolétarien

Au cours de l'Histoire qui précéda la prise du pouvoir par le prolétariat en Russie, plusieurs tentatives révolutionnaires avaient échoué. La

Le 9 novembre 1967, l'hebdomadaire « L'Humanité nouvelle » publiait un remarquable numéro spécial de 24 pages à l'occasion du 50^e anniversaire de la Révolution d'Octobre 1917.

Entre autres articles de relation historique ou d'analyse théorique, il présentait une brève étude des principaux enseignements de la révolution bolchévique, qui nous paraît conserver aujourd'hui l'essentiel de sa

plus significative, de par ses propres enseignements par la négative, fut sans nul doute la Commune de Paris. Les glorieux communistes français (et étrangers) qui conservèrent le pouvoir soixante-dix jours ne disposaient pas d'une organisation unique et disciplinée, ils s'appuyaient sur la spontanéité des masses populaires mais non sur les principes éprouvés d'une doctrine, ils ne s'étaient pas assurés l'indispensable alliance des paysans pauvres de la province. La contre-révolution les écrasa furieusement malgré leur courage extraordinaire au combat.

En 1905, les travailleurs russes fournirent la force d'appui allégrement sacrifiée par la bourgeoisie dans sa tentative révolutionnaire. Les ouvriers ne disposaient pas encore du Parti que préparait Lénine.

Né dans la lutte acharnée contre les opportunistes de tous genres, des « économistes » aux révisionnistes capitulards qui entraînaient leurs prolétariats respectifs à s'entretenir de 1914 à 1918 pour le compte des intérêts impérialistes, le Parti communiste bolchévique fut en effet un Parti de type nouveau, un Parti « léniniste ».

Recueillant les principes de Marx et Engels, Lénine sut les opposer dès 1898 à la confusion idéologique et politique des dirigeants « sociaux-démocrates » complètement gangrenés par l'opportunisme.

Grâce à ce combat de principe difficile mais



LES CONTINUEURS DU GRAND LENINE

soutenu avec persévérance et sans le moindre compromis, il put, d'étape en étape, concevoir tous les aspects fondamentaux de l'instrument indispensable à la Révolution, le Parti prolétarien.

De l'automne de l'année 1901 à mars 1902, Lénine étudia et formula les fondements idéologiques du « Parti » révolutionnaire dans son ouvrage « Que faire ? ».

Puis de février à mai 1904, après l'apparition des deux courants, bolchevik et menchevik, il en étudia et formula les principes d'organisation dans « Un pas en avant, deux pas en arrière ».

Ensuite de juin à juillet 1905, lutant toujours contre l'opportunisme, il en étudia et formula les principes tactiques dans « Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique ».

Enfin, au cours de sa lutte contre les révisionnistes de 1908 à 1912, il en étudia et formula les principes théoriques dans « Matérialisme et empiriocriticisme ».

Il parvint de la sorte à fonder le premier Parti marxiste, révolutionnaire prolétarien, qui, sous le nom de Parti communiste bolchevik, conduisit le prolétariat russe à la victorieuse Révolution d'octobre 1917.

Mais quelles étaient donc les caractéristiques essentielles de ce Parti qui permit aux bolchéviques de transformer la révolution démocratique bourgeoise de février 1917 en révolution prolétarienne victorieuse en octobre 1917 ?

Ce Parti de type nouveau était armé d'une doctrine scientifique, le marxisme. Sa force résidait

dans son unité de pensée. Son action se développait efficacement grâce à son unité organisationnelle.

Cette unité « monolithique » sur tous les plans se fondait sur le principe du centralisme démocratique. Ce fut d'ailleurs seulement au VI^e Congrès, que les nouveaux Statuts du Parti bolchévique stipulèrent expressément que toutes les organisations du Parti devaient être basées sur le principe du centralisme démocratique. Cela signifiait :

- 1^o Election de tous les organismes dirigeants du Parti, du sommet à la base ;
- 2^o Comptes rendus périodiques des organismes du Parti devant leurs organisations respectives ;
- 3^o Discipline rigoureuse dans le Parti et soumission de la minorité à la majorité ;
- 4^o Caractère strictement obligatoire des décisions des organismes supérieurs pour les organismes inférieurs ainsi que pour tous les membres du Parti.

Certains aujourd'hui tentent de remettre en question ce principe fondamental en lui opposant de manière abstraite des citations du Président Mao Tsé-toung isolées de leurs contextes. Par exemple, ils mettent en avant le rejet de la « soumission servile » en omettant soigneusement de préciser que ce conseil du Président Mao vise au développement de la lutte contre le révisionnisme. De la même façon ils tentent d'invoquer la cita-



LES CONTINUEURS DU GRAND LENINE

tion qui suggère « d'oser critiquer, oser se révolter, oser vaincre », en l'isolant complètement de son contenu de classe prolétarien qui vise essentiellement l'idéologie bourgeoise.

Il n'y a pas l'ombre d'une contradiction entre la pensée de Mao Tsé-toung et les principes mis au point par Lénine, tant sur le plan théorique que pratique. Le Parti communiste chinois, en reprenant à son compte les enseignements léninistes sur le Parti prolétarien, a pu également, dans le cadre des conditions spécifiques de son peuple et de son pays, réaliser le triomphe de sa révolution prolétarienne en passant par la violence révolutionnaire dont Octobre 1917 avait donné l'exemple.

Nécessité de l'alliance révolutionnaire de la classe ouvrière avec la paysannerie

L'une des principales raisons de la victoire de la Révolution d'Octobre fut aussi que, sous la direction du Parti bolchévique ayant à sa tête Lénine, la classe ouvrière de Russie sut s'allier la paysannerie pauvre qui constituait l'immense majorité de la population paysanne.

Par sa propre expérience concrète, la paysannerie russe avait pu constater qu'aucun des Partis au pouvoir ou dans l'opposition n'entendait sérieusement mettre en cause les privilèges des grands propriétaires fonciers, qu'aucun « socialiste-révolutionnaire » ou « menchevik » n'avait l'intention de verser son sang pour les paysans. Aussi, en quel-

que valeur dans le cadre de la réfutation des contre-vérités diffusées par les dirigeants révisionnistes et trotskystes.

Voici donc cet article, qui s'achevait sur un appel à la création du parti révolutionnaire prolétarien que le Congrès de Puyricard allait fonder moins de deux mois plus tard sous le nom de « Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France » et que le pouvoir de la bourgeoisie allait interdire de façon particulièrement arbitraire le 12 juin 1968.



LE PRESIDENT MAO, LENINE DE NOTRE EPOQUE

ques mois à peine, leur grande masse avait-elle pris conscience que seuls les bolchéviques n'avaient aucun intérêt commun avec leurs principaux exploités, les féodaux de la terre, les grands hobereaux. Et bientôt ils comprirent que seul le Parti bolchévique était résolu à écraser ces gens qu'ils honnissaient à si juste titre. Dans ces conditions, l'alliance du prolétariat et de la paysannerie pauvre put se réaliser sur une base solide et détermina de manière décisive l'orientation révolutionnaire préconisée par Lénine.

Parmi les innombrables contre-vérités que proclamait à qui veut les écouter les dirigeants révisionnistes de notre époque, figure en bonne place cette stupidité que les camarades communistes chinois et leur dirigeant le Président Mao Tsé-toung auraient accordé une place particulière et exorbitante à la paysannerie pauvre de leur pays pour parvenir au triomphe de la Révolution. Ils vont même jusqu'à caractériser la révolution chinoise comme exclusivement paysanne ; le Parti frère, à les entendre, aurait délibérément abandonné le caractère prolétarien de sa lutte en appliquant le principe tactique mis au point par Mao Tsé-toung sur l'encercllement préalable des villes par les campagnes. Ce ne serait pas le prolétariat, mais la paysannerie pauvre qui aurait constitué la classe dirigeante de la Révolution.

En fait rien n'est plus stupide et contraire à la réalité. La grande révolution chinoise victorieuse sous la conduite de son Parti de type léniniste ayant à sa tête Mao Tsé-toung a eu tous les caractères d'une révolution prolétarienne, au cours

de laquelle la classe ouvrière chinoise et la classe prolétarienne ont constamment conservé la direction du combat révolutionnaire. Que les conditions spécifiques de la Chine aient conduit les communistes chinois à s'appuyer résolument sur la paysannerie pauvre, ne constitue en rien quelque différence de principe avec les enseignements de la victorieuse Révolution d'Octobre 1917 mais tout au contraire ne font que confirmer le bien-fondé théorique et pratique du principe léniniste de l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie déjà expérimenté positivement en 1917.

Il n'y a pas de voie révolutionnaire « pacifique »

Le pouvoir est au bout du fusil

Est-il besoin de préciser que l'enseignement le plus important, du point de vue théorique et pratique de la victorieuse Révolution d'Octobre 1917 a consisté dans l'éclatante démonstration historique de l'inéluctabilité de la violence révolutionnaire pour écraser le capitalisme et passer au socialisme.

Là se trouve la seule et unique vérité historique. La voie révolutionnaire d'Octobre 1917 présente l'aspect le plus important de sa portée historique universelle. La Révolution prolétarienne ne triomphe de la bourgeoisie que par la voie de la lutte armée. Cela signifie-t-il qu'il convient de déclencher l'affrontement militaire n'importe quand et n'importe où, sans se soucier que soient réunies les autres conditions objectives indispensables pour permettre le déclenchement d'un processus révolutionnaire ? Nullement, bien entendu. Mais cela résulte tout simplement d'une juste appréciation marxiste-léniniste de « l'Etat », instrument de domination d'une classe sur une ou plusieurs autres classes, grâce à l'ensemble de ses organes répressifs.

Les plus modestes ouvriers d'une usine savent parfaitement que leur patron n'abandonnera jamais de son plein gré sa propriété privée des moyens de production (et donc les profits). Ils savent qu'il y a en permanence le soutien du pouvoir de la classe dominante à laquelle il appartient. Ils comprennent très bien que l'appropriation collective de l'usine où ils travaillent, où ils vendent leur force de travail, ne sera jamais possible autrement que par la force, par la violence. D'ailleurs, depuis Octobre 1917, a-t-on vu un seul exemple de Révolution socialiste par la « voie pacifique ». Les dirigeants révisionnistes, dans leur intention de tromper les masses et leurs adhérents de base, donnent volontiers l'exemple de la Tchécoslovaquie où le prolétariat aurait pris le pouvoir en 1949, sans que coule la moindre goutte de sang.

Quelle falsification, qui consiste à introduire cette idée fausse que la violence devrait obligatoirement s'identifier au sang versé. Car si en vérité le sang n'a pas coulé à Prague et dans ce pays en 1949, n'est-il pas effectif qu'il y a eu violence de classe de la part du prolétariat ? Aurait-on oublié les milices populaires en armes, les ouvriers d'usine porteurs de fusils, et surtout, la réalité préalable et présente de la victoire militaire acquise par l'Armée rouge soviétique encore présente avec ses soldats et tous ses armements prêts à porter aide et assistance aux camarades révolutionnaires tchèques et slovaques ? (2)

Non, prétendre aujourd'hui que le passage du capitalisme au socialisme peut emprunter une voie non violente, une voie différente de celle qui caractérise la Grande Révolution d'Octobre 1917, c'est tout simplement se ranger du côté des mencheviks, devenir leur complice actif et conscient,

LÉNINE S'ADRESSE AUX OUVRIERS



se transformer purement et simplement en contre-révolutionnaire au service de la classe dominante au pouvoir, la bourgeoisie capitaliste.

Mais en limitant à ces trois enseignements de première importance notre examen, nous avons eu souci de participer d'abord au rétablissement de la vérité historique violée par les dirigeants révisionnistes qui usurpent le nom de « communistes » pour mieux tromper la classe ouvrière, les paysans pauvres, l'ensemble des couches populaires de notre pays qui ont un intérêt objectif à la révolution socialiste.

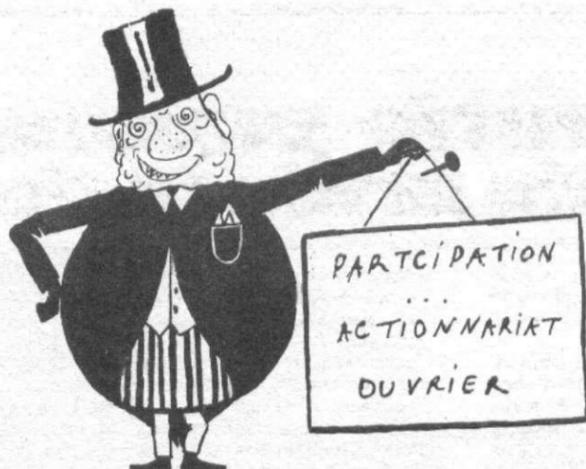
Fidèles aux principes léninistes qui ont fait leur preuve victorieuse en Octobre 1917, désireux de mériter l'honneur d'être les dignes continuateurs des héros bolchéviques, nous, marxistes-léninistes français, reconstruisons le seul et unique Parti révolutionnaire prolétarien indispensable à la classe ouvrière de notre pays, le Parti communiste fondé sur le marxisme, le léninisme et la pensée de Mao Tsé-toung.

Vive la Grande Révolution prolétarienne d'Octobre 1917.

(1) Sociaux-démocrates restés sur les positions opportunistes, capitulards et réformistes de la II^e Internationale. Ils étaient en Russie, à l'époque, ce qui est aujourd'hui en France le Parti Socialiste SFIO.

(2) Énoncer cette situation historique de fait n'implique nullement que nous approuvions quelque exportation militaire de la révolution.

Depuis la rédaction de cet article, les troupes du social-impérialisme russe en occupant la Tchécoslovaquie ont eu un rôle inverse de celui des armées soviétiques libératrices en 1945-1948.



n'entrons pas dans ce jeu-là !
CONTRE LE CAPITALISME,
ORGANISONS-NOUS !
UNITÉ A LA BASE et
dans l'action! **HUMANITÉ** rouge

Affiche réalisée par des militants de C.D.H.R.

LE MANS : POURQUOI UN COMITÉ D'ACTION A LA M.J.C. ?

La lutte pour la liberté d'expression et de discussion politique dans les M.J.C. s'est traduite il y a un an à la M.J.C. du Mans par la formation d'un comité d'action. Son rôle, essentiellement d'information (journaux, tracts, réunions), permet aux autres usagers de la maison de prendre conscience de la réalité sociale de l'institution « d'éducation populaire » que constituent les M.J.C., et du rôle que ces maisons peuvent jouer dans la vie d'une cité, ou plus spécialement d'un quartier.

Lors d'un passage au Mans en février dernier de Comiti, le secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, dans une manifestation commune avec le C.A.L. et le C.A.E.T., le comité d'action de la M.J.C. s'est efforcé d'établir la liaison avec les mouvements lycéens en lutte contre la même politique de répression, nos mots d'ordre étaient : « Liberté d'expression et de discussions politiques dans les M.J.C. », « A bas Comiti, sportif de la matraque ».

Contre les différentes mesures prises à l'encontre des M.J.C., le comité d'action a cherché à mobiliser un nombre croissant d'usagers (débat, groupes de discussions, tracts, projections de films progressistes).

LE MOUVEMENT DANS LES M.J.C. DEPUIS MARS 1969

Rappelons que depuis mars 1969 à l'assemblée extraordinaire de la Fédération Française des M.J.C. (F.F.M.J.C.), Comiti avait décidé :

- la suppression des 2/3 des crédits du centre fédéral à partir du 1^{er} juillet ;
- la suppression des crédits pour la formation du personnel M.J.C. affilié à la F.F.M.J.C. à partir de septembre 1969 ;
- la suppression des crédits d'équipements pour les nouvelles maisons qui s'affilieraient à la F.F.M.J.C.

Toutes les mesures annoncées ont été appliquées ; de plus, le 22 juillet, Comiti décidait de retirer à la F.F.M.J.C. 20 postes de directeurs plus 17 postes vacants soit 37 places de directeurs en tout.

On reconnaît la tactique qui consiste à impressionner ceux qui ne sont pas très au courant des problèmes de la Fédération, et à arrêter à la base le développement de la F.F.M.J.C. pour mieux encadrer les autres (F.A.).

LUTTONS CONTRE LES FEDERATIONS AUTONOMES

Le comité d'action n'a cessé parallèlement de dénoncer les fédérations prétendues « autonomes » qui ne sont en fait que des officines d'embrigadement de la jeunesse ainsi que les directeurs fantoches qui décidaient autoritairement l'adhésion de ces nouvelles institutions réactionnaires.

Si le but de Comiti n'est pas de supprimer les M.J.C. (personne n'a jamais eu de doutes là-dessus) ces manœuvres actuelles visent en fait à les récupérer, et face à cela, le comité d'action de la M.J.C. du Mans s'est opposé aux procédés de délégations et pétitions qui ne

changent rien. Le comité d'action veut d'abord sensibiliser tous les usagers de la M.J.C. à ces problèmes (une majorité s'en moque encore) et refuse les procédés bureaucratiques en usage dans ce genre d'association. Il convient d'abord en menant l'action énergiquement dans notre propre maison d'y défendre les positions de la F.F.M.J.C. contre Comiti, et d'y défendre les directeurs permanents solidaires dans les faits avec cette fédération.

Cette position a permis au comité d'action de la M.J.C. de faire de grands progrès et d'éclaircir la situation pour un nombre croissant d'usagers (à noter que ce rôle pourrait dans certains cas favorables être joué par le conseil des usagers de la maison)...

Il faut systématiser cette information dans l'ensemble des M.J.C., être capable de mobiliser la masse des usagers sur des objectifs larges et démocratiques (comme le permettent les statuts des différentes maisons). A ce propos, notons la journée nationale d'action de la F.F.M.J.C. le 26 septembre dernier pour le soutien aux directeurs limogés et qui s'est traduite au Mans par un débat sur l'ensemble des problèmes politiques posés dans les M.J.C. et par un soutien actif à ces directeurs.

DEFENDONS INLASSABLEMENT LA F.F.M.J.C. ET LES DIRECTEURS LIMOGES

A ce sujet, la position activiste des « trotskistes » de Rouge nous semble complètement erronée...

Ils écrivent en effet : « Comiti supprime les directeurs, très bien ! Les jeunes n'ont pas besoin de directeurs pour organiser leurs loisirs. Là où c'est possible occupons les maisons... ».

Il faut reprendre l'histoire de la F.F.M.J.C., qui s'est toujours battue pour qu'il y ait un nombre croissant d'animateurs sans lesquels la vie d'une maison est bien incertaine. De plus ces gens sont des salariés qui fournissent un travail (manuel et intellectuel de 10, 12 heures quelquefois, par jour). Certains directeurs sont encore dans l'erreur (fidèles pourtant à la F.F.M.J.C.) et qui restent souvent sans prendre conscience de la lutte à mener. C'est à nous de les convaincre mais non d'en faire des chômeurs ; quant à l'occupation des maisons on voit mal les jeunes travailleurs occuper les dites maisons, alors que leurs loisirs sont déjà rares (les maisons ne seraient pas souvent ouvertes).

Etudiants, jeunes travailleurs, développons :

- l'information et la libre discussion ;
- luttons pour la liberté d'expression dans nos maisons ;
- soyons prêts à faire bloc contre toutes les mesures antidémocratiques d'où qu'elle viennent.

Militant H.R.
 du comité d'action de la M.J.C.

LYON, FACULTÉ DES SCIENCES :

BILAN D'UNE SEMAINE DE LUTTE

Pour mener une lutte, la plus efficace possible contre l'augmentation de 50 F, à l'appel de l'UNEF, nous avons décidé de participer au piquet de grève et d'explication devant le bâtiment administratif à partir du 13 octobre pour bloquer le retrait des pochettes d'inscription.

Notre but était de renforcer le mouvement national de lutte en organisant une riposte massive des étudiants en sciences refusant de payer l'augmentation, et de forcer ainsi l'administration et les autorités à prendre position contre l'augmentation, voir à la supprimer, comme cela s'était alors passé à Censier et à Dijon : pour cela il était impératif de bloquer le plus possible le retrait des pochettes, afin de faire pression sur l'administration par la menace d'avoir à organiser des inscriptions par correspondance et de montrer au gouvernement que les étudiants en sciences ne sont pas prêts à se laisser faire.

L'ATTITUDE DES ETUDIANTS.

Nous avons pu constater qu'en général, les étudiants étaient favorables à une action contre l'augmentation des droits, mais restaient incrédules quant aux possibilités de succès, et ne prenaient donc pas la peine de participer au mouvement. D'autre part, un certain nombre craignait la répression de la part de l'administration et avait peur de ne pas pouvoir s'inscrire par la suite.

L'ATTITUDE DE L'ADMINISTRATION.

Mardi, une assemblée générale d'étudiants avait décidé une délégation massive chez le doyen. A priori, nous ne nous attendions pas à trop de compréhension de sa part, et encore moins à un soutien, vu qu'il avait cherché à briser le piquet, une première fois par la force, ensuite par la ruse en ouvrant les portes supplémentaires du bâtiment administratif, en introduisant des étudiants par derrière... Et de fait, sa seule parole fut : « Je ne prends pas position, seule l'assemblée de fac le peut ».

Nous avons donc décidé de poursuivre le piquet de grève et de nous rendre vendredi 17 au conseil de fac, pour lui demander de prendre en considération notre revendication. Mais ces messieurs n'avaient visiblement pas envie, ne serait-ce que d'engager la discussion sur l'augmentation des droits d'inscription : le doyen lève la séance au bout de cinq minutes, sous prétexte de la présence d'étudiants dans la salle, pourtant particulièrement calmes.

QUELLES LEÇONS POUVONS-NOUS EN TIRER ?

Nous ne pouvons en aucun cas compter sur les structures dites de « participation » mises en place l'année dernière, celles-ci ayant montré une fois de plus leur incapacité à servir les étudiants, se déclarant du reste sans pouvoir face au gouvernement.

Nous devons dénoncer la tendance dite « UNEF-Renouveau » qui essaye d'engager les luttes dans la voie de l'impulsance des conseils de fac, et dont certains membres ont tenté de briser le piquet de grève, en sciences comme en lettres.

POUVONS-NOUS DIRE QUE CETTE LUTTE A ETE TOTALEMENT INEFFICACE ET INUTILE ?

Certainement pas si on juge la situation au niveau national : devant la riposte du mouvement étudiant (mouvement national contre les 50 F d'augmentation, grève des loyers effective à Antony et en préparation dans d'autres cités), Olivier Guichard a cédé sur d'autres points : promesse que les bourses seraient payées le 15 novembre, promesse assez vague que les tickets de restaura-U ne seraient pas augmentés, promesse que le budget de l'éducation nationale pour 1970 serait augmenté de 12,70 % sur 1969.

C'est déjà un échec partiel du gouvernement dans sa politique d'austérité envers les étudiants. Mais pourquoi toutes ces promesses ? Le gouvernement cherche à désamorcer le mouvement des étudiants contre l'austérité en faisant des concessions, actuellement verbales d'ailleurs, pour éviter l'accumulation des mécontentements, et en espérant que le mouvement étudiant se cassera les dents contre l'augmentation de 50 F.

Tous les moyens ont en effet été utilisés pour briser la grève : les grands

moyens d'information et les structures de participation se sont montrés, comme d'habitude, de précieux auxiliaires du gouvernement. Les ipesiens et les boursiers ne sont pas touchés par l'augmentation : le gouvernement compte sur la division des étudiants. Diverses promesses rassurantes sont faites par Guichard sur les bourses, les tickets de restaura-U. Chantage particulièrement ignoble vis-à-vis des sursitaires, des boursiers, et de tous ceux qui avaient besoin d'une carte d'étudiant pour le Crous, la S.N.C.F. Par exemple, le Conseil de la faculté de Lettres annonce : pas de bourse si l'étudiant ne s'inscrit pas vite ; refus du secrétariat de sciences au bout de deux jours de piquets de délivrer aux sursitaires des certificats d'inscription ; chantage exercé par Guichard contre ceux qui tarderaient à s'inscrire (aux conditions de Guichard !) : pas d'examen pour les recalitrants.

Par ces diverses manœuvres, Guichard cherche à utiliser la peur des familles pour faire pression sur les étudiants, et à dresser les étudiants contre les étudiants.

Et enfin, pour décourager tous les velléitaires, Guichard recourt à l'inscription par correspondance, comme cela s'est fait en droit, et maintenant en lettres, malgré tous les frais que cela comporte et autres inconvénients : surcharge considérable du travail de l'administration qui n'est actuellement pas du tout disposée à faire des heures supplémentaires.

Par toutes ces mesures, le gouvernement cherche à obtenir la victoire sur les étudiants : il s'agit, en effet, pour lui d'un test ; il a carrément déclaré que si une mesure aussi « minime » n'arrivait pas à passer, rien ne pourrait plus passer à l'université. Le gouvernement veut donc sonder la résistance des étudiants, et il espère la briser sur un terrain où il se croit fort, en jouant sur le manque de cohésion des étudiants et la nécessité qu'a chacun de nous de s'inscrire. Accessoirement, le gouvernement, en faisant accepter l'idée des 50 F, quelles que soient les concessions provisoires qu'il fait par ailleurs pour mieux faire avaler la pillule, cherche à faire murir l'idée que tout service se paie, qu'il faut, après tout, accepter la « vérité des prix » : Olivier Guichard a déclaré dans ce sens que les droits avaient été élevés à 150 F pour que l'étudiant « puisse prendre au sérieux l'inscription en fac et participer à l'effort de l'administration ».

En tout cas nous prenons suffisamment au sérieux l'augmentation des 50 F et le plan d'austérité, pour être déterminés à lutter contre.

Comme les autres couches populaires, les étudiants ne peuvent compter que sur leur lutte :

Poursuivons la campagne d'explication contre les 50 F et le plan d'austérité.

Préparons-nous à dénoncer TOUS les aspects de la crise de l'université bourgeoise, à la fac des sciences en particulier : des éléments significatifs ont déjà été recueillis sur l'application de l'austérité en fac (blocage des budgets, des postes ne sont pas créés, etc.). Sur la sélection en fac de plus en plus draconienne (1 ou 2 étudiants seulement sur 10 arrivent peut-être à terminer leurs études). Sur le manque de débouchés. Que chacun participe à cette action en nous apportant les informations qu'il peut avoir.

Les modalités d'action proposées ci-après : blocage des paiements et ramassage par amphi des pochettes en vue d'exiger de l'administration une inscription collective à l'ancien prix, n'ont pu être mises en application jusqu'au bout (intervention systématique d'une vingtaine de profs contre le piquet) : les étudiants M.-L. combattent actuellement certain vent de défaitisme chez les progressistes, montrent la nécessité d'un travail de masse patient et prolongé au niveau des amphis, indispensable si l'on veut être prêt à mener des luttes plus importantes comme celle engagée contre l'austérité. Ils dénoncent aussi la secte A.J.S. qui a participé très mollement aux piquets de grève et fait du défaitisme avant la défaite et tentent de définir des perspectives pour le mouvement étudiant à la fac de sciences (d'autres textes suivront).

29 octobre 1969
 Etudiants marxistes-léninistes de sciences
 (Lyon), amis de l'« Humanité-Rouge »

EN AVANT, pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat !

(9)

LE CARACTÈRE DE NOTRE RÉVOLUTION (I)

L'analyse sommaire du caractère de notre société, des cibles et des forces motrices de la révolution que nous devons accomplir est la base indispensable pour déterminer le caractère de notre révolution. Avant de préciser exactement quel sera ce caractère, résumons les points acquis :

1. La France est un pays capitaliste monopoliste (et même monopoliste d'Etat), c'est-à-dire un pays impérialiste. La contradiction principale de notre société oppose la bourgeoisie, qui exerce sa dictature grâce au pouvoir central d'Etat, au prolétariat. Aucune autre contradiction (par exemple la contradiction entre la petite bourgeoisie exploitée et la bourgeoisie) ne peut trouver de solution tant que la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat n'a pas été résolue par l'arrivée au pouvoir du prolétariat.

2. La force dirigeante du camp de la contre-révolution c'est le capital monopoliste, pilier de tout le système d'exploitation.

3. Le camp des ennemis du peuple, dirigé par le capital monopoliste, comprend tous les exploités. On comprend parmi les « exploités » non seulement tous ceux qui possèdent des moyens de production et emploient des travailleurs salariés mais aussi tous ceux qui servent activement à l'extorsion de plus-value et de surtravail sur le dos des ouvriers (cadres divers, ingénieurs, etc.), et tous ceux qui occupent des fonctions dirigeantes dans l'appareil d'Etat, appareil qui garantit, par la répression qu'il exerce, le bon fonctionnement de tout le système d'exploitation. A l'époque du capitalisme d'Etat, l'Etat lui-même exploite des travailleurs ou intervient dans la vie économique en servant par diverses interventions (fiscalité, crédit, etc.) les intérêts des monopoles ; hauts fonctionnaires et administrateurs de l'Etat qui dirigent ces activités économiques font également partie des ennemis du peuple.

Font également partie de la bourgeoisie tous les gens qui assurent le fonctionnement des superstructures de la société bourgeoise : idéologues et pontes universitaires, politiciens bourgeois, dirigeants révisionnistes du P.-C.-F. et de la C.G.T. y compris.

Tous ces gens vivent, sur le dos des travailleurs, de la plus-value produite par les travailleurs.

4. Le camp de la contre-révolution peut inclure certaines fractions de la petite bourgeoisie, en particulier sa couche supérieure. Il n'y a là rien d'automatique, tout dépend du rapport des forces entre prolétariat et bourgeoisie, de la politique du parti d'avant-garde, de la possibilité qu'il aura ou non de rallier ou de neutraliser les diverses fractions de la petite bourgeoisie.

5. Le camp du peuple comprend tous les exploités, et tous les travailleurs. Il y a des travailleurs qui n'exploitent personne, ne sont pas eux-mêmes exploités ; il s'agit là de fractions de la petite bourgeoisie.

6. La force principale de la révolution c'est le prolétariat. Principal créateur des valeurs matérielles et principal exploité, dépossédé de tous moyens de production et n'ayant que sa force de travail à vendre, le prolétariat est la seule classe qui n'ait que ses chaînes à perdre et un monde à gagner. C'est la seule classe qui puisse lutter de manière conséquente pour abattre la dictature de la bourgeoisie. Au sein du prolétariat il faut distinguer la classe ouvrière proprement dite (les ouvriers d'usine) dont le surtravail non payé est productif, créateur de plus-value, et ceux dont le surtravail est improductif, ne crée pas de plus-value. La classe ouvrière est la fraction dirigeante du prolétariat et du peuple (1), la force la plus ferme, la plus résolue, celle qui a les plus riches traditions de lutte.

7. L'allié sûr du prolétariat est constitué par le semi-prolétariat ; on appelle semi-prolétariat des petits producteurs (paysans pauvres ou artisans) et des petits commerçants qui pour vivre sont obligés de vendre leur force de travail.

8. La petite bourgeoisie exploitée. C'est la fraction de la petite bourgeoisie qui est spoliée entièrement de la plus-value qu'elle crée (ou contribue à réaliser pour le cas des petits commerçants). Ceci dit en tant que petits propriétaires ces catégories ont un double aspect qui les rend instables ; ce sont des alliés possibles du prolétariat, mais pas des alliés sûrs. On peut également ranger dans cette catégorie des employés salariés auxquels la bourgeoisie extorque du surtravail mais de manière plus « douce », moins intense que pour d'autres fractions (comme les mécanographes). Les employés de banque en sont un exemple.

9. La petite bourgeoisie non exploitée.

On peut ranger ici paysans, commerçants et artisans moyens, c'est-à-dire ceux qui récupèrent une partie de la plus-value qu'ils créent (ou réalisent) par eux-mêmes sans exploiter personne. L'instabilité due à l'attachement à la propriété privée est ici renforcée par le petit profit que le capitalisme leur laisse réaliser. La possibilité de les neutraliser dépendra principalement du rapport des forces au moment de la révolution et du travail politique de l'avant-garde. Outre ces petits producteurs on peut compter ici une fraction des intellectuels (certains techniciens, professeurs, chercheurs) ; ces couches vivent de miettes de plus-value. Néanmoins, la crise idéologique dans laquelle est engagée la bourgeoisie, l'essor du mouvement révolutionnaire dans la jeunesse intellectuelle créent des conditions favorables au ralliement d'une partie de ces couches à la lutte du prolétariat.

10. Les transfuges de la bourgeoisie.

Marx et Engels en parlent en ces termes dans « Le Manifeste communiste » :

« Au moment où la lutte des classes approche de l'heure décisive, le processus de décomposition de la classe dominante, de la vieille société tout entière, prend un caractère si violent et si âpre qu'une petite fraction de la classe dominante se détache de celle-ci et se rallie à la classe révolutionnaire, à la classe qui porte en elle l'avenir. De même que, jadis, une partie de la noblesse passa à la bourgeoisie, de nos jours une

partie de la bourgeoisie passe au prolétariat, et, notamment, cette partie des idéologues bourgeois qui se sont haussés jusqu'à la compréhension théorique de l'ensemble du mouvement historique. »

Ce phénomène se manifeste aujourd'hui notamment parmi les jeunes d'origine bourgeoise. C'est un signe des temps, une caractéristique de notre époque où l'impérialisme agonisant marche à son effondrement total dans le monde entier. Ces intellectuels sont une aide que le prolétariat ne néglige pas ; par ailleurs, ils posent d'ores et déjà, ainsi que tous les intellectuels d'origine petite bourgeoisie qui se rallient au prolétariat, des problèmes de direction et de rééducation importants pour l'avant-garde marxiste-léniniste ; car en se mettant du côté du peuple, ces intellectuels amènent avec eux un grand nombre d'idées bourgeoises dont ils ne sont pas encore débarrassés.

LE CARACTÈRE PRINCIPAL ET LES FORMES SPECIFIQUES DE NOTRE RÉVOLUTION

« Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment manquer de fournir une grande abondance et une large diversité de formes politiques, mais leur essence sera nécessairement une : La dictature du prolétariat. »

(Lénine : « L'Etat et la révolution ».)

Il est indispensable de bien préciser le contenu de la classe principale de la révolution qui, en France, brisera la dictature de la bourgeoisie, de déterminer les forces motrices capables de mener résolument cet assaut.

Lénine nous enseigne :

« Le prolétariat doit faire jusqu'au bout la révolution démocratique, en s'adjoignant la masse paysanne, pour écraser par la force la résistance de l'autocratie et paralyser l'instabilité de la bourgeoisie. Le prolétariat doit faire la révolution socialiste en s'adjoignant la masse des éléments semi-prolétaires de la population, pour briser par la force la résistance de la bourgeoisie et paralyser l'instabilité de la paysannerie et de la petite bourgeoisie. »

(« Deux tactiques de la social-démocratie. »)

Dans la lutte pour une révolution socialiste, seul le semi-prolétariat est un allié sûr du prolétariat ; la petite bourgeoisie est un allié instable. La situation est différente lorsqu'il s'agit de mener une révolution anti-impérialiste et antiféodale : alors la petite bourgeoisie est un allié sûr du prolétariat car le but d'une telle révolution n'est pas l'expropriation de tous les capitalistes, mais seulement des capitalistes liés à l'impérialisme étranger ; les aspirations à la propriété de la paysannerie pauvre vont dans le sens de la révolution antiféodale et ne sont pas un facteur d'hésitation et d'instabilité comme ils le deviennent lorsqu'il s'agit d'une révolution socialiste.

Dans notre révolution, le front uni sera différent de ce qu'il est dans la révolution de démocratie nouvelle, qui débouche comme l'explique Mao sur la dictature conjointe de plusieurs classes. Dans notre révolution, le contenu du front uni, comme du pouvoir qu'il établira, est principalement prolétarien.

Toute révolution présente un aspect général, universel, et un aspect particulier, spécifique. Deux déviations apparaissent :

1. Le révisionnisme fait disparaître le caractère principal de notre révolution qui sera principalement prolétarienne. Cette « omission » du caractère de classe de notre révolution n'est pas une erreur ; elle est faite en toute connaissance de cause et consiste à rejeter le principe fondamental de la dictature du prolétariat. Ce principe est le fil rouge qui guide notre stratégie et notre tactique. Ce principe nous enseigne que le prolétariat doit prendre le pouvoir par les armes en brisant les forces armées de la bourgeoisie, puis doit briser le reste de la machine d'Etat capitaliste, reconstruire un Etat de type nouveau et l'utiliser. Reconnaître ou non ce principe est une ligne de démarcation fondamentale avec le révisionnisme moderne. Comme Lénine nous l'enseigne :

« La domination de la bourgeoisie ne peut être renversée que par le prolétariat, classe distincte que ses conditions économiques d'existence préparent à ce renversement et à qui elles offrent la possibilité et la force de l'accomplir. Tandis que la bourgeoisie fractionne et dissémine la paysannerie et toutes les couches petites bourgeoises, elle groupe, unit et organise le prolétariat. Etant donné le rôle économique qu'il joue dans la grande production, le prolétariat est seul capable d'être le guide de toutes les masses laborieuses et exploitées que, souvent, la bourgeoisie exploite, opprime et écrase non pas moins, mais plus que les prolétaires, et qui sont incapables d'une lutte indépendante pour leur affranchissement. »

La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste mène nécessairement à la reconnaissance de la domination politique du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses. La bourgeoisie ne peut être renversée que si le prolétariat est transformé en classe dominante capable de réprimer la résistance inévitable désespérée, de la bourgeoisie et d'organiser pour un nouveau régime économique toutes les masses laborieuses et exploitées. »

2. La deuxième déviation ne tient aucun compte des formes particulières que prendra notre révolution. Sous prétexte que l'aspect principal de notre révolution est prolétarien le dogmatisme déduit que aucune classe ou fraction de classe n'y participera, ne contribuera à lui donner des caractéristiques particulières. Or le contenu de notre révolution, pas plus que celle d'octobre 1917, ne sera à 100 % prolétarien :

« Ce qui mérite une attention particulière c'est cette remarque très profonde de Marx que la destruction de la machine militaire et bureaucratique de l'Etat est « la condition première de toute révolution populaire réelle ». En 1871, le prolétariat ne formait la majorité du peuple dans aucun pays du continent européen. La révolution ne pouvait être « populaire » et entraîner véritablement la majorité dans le mouvement qu'en englobant et le pro-

létariat et la paysannerie. Le « peuple » était justement formé de ces deux classes. Celles-ci sont unies par le fait que « la machine bureaucratique et militaire » les opprime, les écrase, les exploite. Briser cette machine, la démolir, tel est véritablement l'intérêt du « peuple » de sa majorité, de ses ouvriers et de la majorité des paysans ; telle est la « condition première » de la libre alliance des paysans pauvres et des prolétaires... C'est vers cette alliance, on le sait, que la Commune de Paris se frayait la voie. Elle n'atteignit pas son but pour diverses raisons d'ordre intérieur et extérieur... Ainsi donc en parlant d'une « révolution populaire réelle » et sans oublier le moins du monde les traits particuliers de la petite bourgeoisie... Marx tenait compte avec la plus grande rigueur des véritables rapports de classes dans la plupart des Etats continentaux d'Europe en 1871. D'autre part, il constatait que la « démolition » de la machine de l'Etat est dictée par les intérêts des ouvriers et des paysans, qu'elle les unit et leur assigne une tâche commune : la suppression de ce « parasite » et son remplacement par quelque chose de nouveau. »

(Lénine, « L'Etat et la révolution. »)

De nos jours, le prolétariat est devenu la classe la plus importante ; mais bien que majoritaire elle ne l'est que de peu. Notre pays est encore très petit bourgeois et les remarques que Marx faisait concernant la première tentative de révolution prolétarienne restent valables pour la révolution que nous allons faire. Nos dogmatiques, forcés de rétablir contre le révisionnisme le contenu principal, prolétarien, de notre révolution, hurlent au néo-révionisme dès que l'on ajoute que cette révolution sera aussi populaire et se fera avec des fractions importantes de la petite bourgeoisie. Ce faisant, ils contribuent à isoler le prolétariat de ses alliés naturels, ce que cherche à faire de son côté la bourgeoisie par tous les moyens.

« Le dogmatisme et le révisionnisme vont tous deux à l'encontre du marxisme... Dans les circonstances présentes, le révisionnisme est encore plus nuisible que le dogmatisme. Une tâche importante nous incombe sur le front idéologique, celle de critiquer le révisionnisme. »

(« Intervention à la Conférence nationale du P.C.C. sur le travail de propagande. ») MAO TSE TOUNG.

Nous allons dans les prochains numéros de l'Humanité Rouge, examiner la question des moyens et des buts immédiats de notre révolution. Tout d'abord, la nécessité d'établir le prolétariat en classe dominante, d'établir sa dictature par la lutte armée. C'est sur ces questions que s'établit une ligne de démarcation radicale entre marxisme-léninisme et révisionnisme.

Ensuite, nous examinerons le point très important de la préparation à la prise du pouvoir, point sur lequel nous sommes en opposition à la fois avec les révisionnistes qui pensent que l'on peut gagner la majorité numérique des masses sous la dictature de la bourgeoisie, et avec les dogmatiques qui affirment que le prolétariat ne peut rallier aucune fraction des autres classes avant la prise du pouvoir. Enfin nous examinerons quelle forme d'Etat s'établira en France avec la destruction de la dictature bourgeoise.

(1) Dans les articles consacrés au prolétariat, force principale de la révolution nous avons mis l'accent sur le fait que comme la classe ouvrière, créatrice de valeur et de plus-value, certains travailleurs dont le travail ne crée pas de valeur étaient des prolétaires. Cela est juste. Mais, ce faisant, nous avons omis de souligner les différences qu'il y a entre ces deux fractions du prolétariat. Car, si Marx explique bien en quoi « dans une certaine mesure un travailleur du commerce ne diffère pas des autres salariés » il ajoute immédiatement « cependant entre lui et les ouvriers directement employés par le capital industriel il doit exister la même différence qu'entre ce dernier et le capital marchand ».

(« Le Capital ; le profit commercial », livre 3.)

En particulier, ces différences sont importantes pour déterminer qui dans le prolétariat a le rôle dirigeant.

Ne créant pas de valeur, les travailleurs du secteur improductif ont moins conscience des racines de l'exploitation. Par ailleurs une partie des travailleurs improductifs ne participent pas à un travail manuel ; outre que, de ce fait, leur travail est souvent moins pénible que celui des ouvriers, ils sont soumis dans une certaine mesure à la division entretenue par la bourgeoisie entre travail manuel et travail intellectuel. Même si les opérations qu'ils effectuent sont des opérations intellectuelles simplifiées à l'extrême (additions, opérations d'encaissement, etc.), cette division contribue à ce qu'ils se considèrent plus comme des petits-bourgeois que comme des prolétaires.

Enfin, le travail improductif est souvent de type artisanal, peu ou pas du tout mécanisé. Dans ces conditions, les conditions d'exploitation (cadences par exemple) sont souvent moins dures. Le cas des mécanographes présente au sein du travail improductif justement l'exemple (assez rare) d'un travail mécanisé où l'application de cadences est possible.

Toutes ces conditions, qui viennent du caractère improductif de leur travail, font que les prolétaires improductifs ne constituent pas une force dirigeante au sein du prolétariat. C'est pourquoi les camarades du C.D.H.R.-Censier ont raison de faire les remarques suivantes, soulignant les dangers qu'il y a à mettre ces deux fractions du prolétariat strictement sur le même plan :

« ... La différence du niveau de conscience entre ouvriers et employés n'est pas due à des facteurs subjectifs accidentels, extérieurs (absence de syndicat, manque de travail militant parmi eux, etc.) mais à leur place différente dans le processus de production (sphère de la production, sphère de la circulation). Toutfois avec l'avènement du capitalisme monopoliste d'Etat, le secteur de la circulation s'est considérablement développé, et l'exploitation des employés s'est accrue. Ils tendent de plus en plus à se ranger sur les positions de la classe ouvrière. Mais il existera toujours une différence entre ouvriers et employés... Si toute espèce de distinction s'abolit à l'intérieur des masses exploitées, on ne voit plus pour quelles raisons tel ou tel groupe exercerait un rôle dirigeant. »

CRIMES YANKEES AU VIETNAM

Interview de Mme Nguyen Thi-chon

Membre de la délégation du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud-Vietnam, actuellement à Paris



Q. — Madame et chère camarade, pouvez-vous relater pour nos lecteurs ce qui se passe actuellement au Sud-Viêt-nam ?

R. — Oui, je suis en mesure de vous parler des crimes commis par les Américains et leurs fantoches dans mon pays, le Sud-Viêt-nam.

Je commencerai par vous rappeler les événements survenus à la prison de Thu Duc, dans la province de Gia Dinh, c'est-à-dire à dix ou onze kilomètres de Saigon.

Cette prison est aménagée pour recevoir 300 détenues. Actuellement elle contient 1 400 femmes.

La délégation de notre Gouvernement Révolutionnaire Provisoire à Paris a déjà donné un communiqué spécial au sujet de ce qui se passe dans cette prison, le 1^{er} octobre dernier, mais si vous le désirez je peux vous fournir davantage d'informations.

Q. — Volontiers. Mais avez-vous donc vous-même subi les crimes des Américains et de leurs fantoches ?

R. — J'ai été emprisonnée moi-même à Thu Duc et j'y ai subi plusieurs tortures. Mais il me faut vous expliquer d'abord pourquoi il y a tant de femmes qui sont arrêtées, emprisonnées et torturées au Sud-Viêt-nam. Cela résulte de ce que notre peuple développe sa lutte patriotique sur deux fronts : celui de la lutte armée et celui de la lutte politique. La plupart des femmes du Sud-Viêt-nam participent à la lutte sur le front politique. Elles comprennent que sans cette lutte, elles ne pourront jamais avoir une vie normale. Aussi, dans les usines, dans toutes les entreprises, malgré le régime dictatorial et fasciste des Amé-

Mme Nguyen Thi-chon est récemment arrivée à Paris.

Militante du Front National de Libération du Sud-Viet-nam dans la région de Saigon-Cholon, elle est aussi membre du Comité exécutif de l'Union des Femmes pour la Libération du Sud-Viêt-nam et membre de la Délégation du Gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Viêt-nam actuellement dans notre capitale.

Elle a particulièrement honoré notre journal, en acceptant de recevoir l'un de ses représentants auquel elle a accordé plus de deux heures d'interview, le lendemain même de la dernière déclaration du chef de file de l'impérialisme américain, Nixon, au sujet de la criminelle

Dans les campagnes, les femmes jouent aussi un grand rôle pour lutter contre les bombardements des B 52, contre les opérations de ratissage, contre les incendies de leurs maisons, contre les destructions des champs et des récoltes. Les femmes paysannes sont aussi victimes des crimes des agresseurs de notre peuple et de leurs fantoches. Elles sont souvent déportées massivement, après avoir été concentrées par centaines et milliers. Des campagnes de prétendue « pacification » servent à les transférer brutalement dans les villes.

Toutes les femmes dont les maris, les frères, les parents participent à la résistance ont été arrêtées. C'est pourquoi le nombre des femmes emprisonnées dépasse le nombre des hommes eux-mêmes en prison. Sur 200 000 personnes en prison actuellement au Sud-Viêt-nam, plus de la moitié sont des femmes.

Q. — Et la pratique de la torture est très répandue ?

R. — La torture est systématique, générale. Toutes les femmes arrêtées subissent la torture, comme les hommes évidemment.

Je vais pour parler de la prison de Thu-Duc, mais il faut savoir qu'il y a d'innombrables prisons au Sud-Viêt-nam, où sont pratiquées chaque jour les mêmes tortures qu'à Thu-Duc. Le degré d'atrocité des tortures infligées varie cependant en fonction de la situation. En effet, si la prison risque d'être visitée par des étrangers, ou si ce qui s'y passe risque d'être révélé au-dehors publiquement, l'intensité des tortures peut diminuer. Il s'agit pour les Américains de dissimuler le mieux possible les crimes, les tortures qu'ils pratiquent eux-mêmes ou qu'ils font

agression poursuivie par les troupes yankees-nazies contre l'héroïque peuple vietnamien.

Nous exprimons nos plus vifs remerciements à Mme Nguyen Thi-chon, au nom de notre Comité de rédaction, mais aussi au nom des vingt mille lecteurs hebdomadaires de l'« Humanité Rouge », qui ne manqueront pas de faire connaître très largement autour d'eux les informations précises fournies par notre interlocutrice, dans le but d'impulser toujours plus efficacement contre les nouveaux S.S. que sont les agresseurs américains et les fantoches qu'ils utilisent, les actions concrètes pour un juste soutien politique au peuple vietnamien dans sa juste guerre révolutionnaire et populaire.

Voici les déclarations de Mme Nguyen Thi-chon.

ce qu'est une telle prison. Dans les cellules, c'est plein de moustiques, de mouches et de rats. Il n'y a pas de fosse d'aisance, mais seulement un baquet pour les besoins naturels. Il n'y a pas d'eau. Il n'y a pas de lumière même en plein jour, la pénombre est continue. Dans des salles de 14 mètres de long sur 8 mètres de large sont entassées de 300 à 450 femmes, alors que ne pourraient y séjourner normalement qu'une centaine. D'autres salles plus petites, de 6 mètres de long sur 4 mètres de large reçoivent 100 détenues. Ainsi les femmes ne peuvent pas s'allonger, elles sont obligées de rester tout le temps assises, étroitement serrées les unes contre les autres.

Pendant les nuits, elles se tiennent debout à tour de rôle pour agiter un éventail, afin de chasser les moustiques et tenter vainement de dissiper la chaleur étouffante.

Dans les cellules, les baquets d'aisance sont sans couvercle, de manière que l'odeur empoisonne la pièce entière. Chaque jour 2 ou 3 prisonnières emportent ces baquets pour les vider, mais si elles ont commencé quelque lutte pour obtenir de l'eau ou autre chose, alors les geôliers empêchent de vider les baquets pendant 3, 4 jours, si bien que les urines et les excréments inondent la cellule et que l'odeur devient insupportable.

Q. — Y a-t-il des cellules individuelles ?

R. — Oui, ce sont les cachots, dont les murs sont peints en noir et les toits en tôle directement sous le soleil aride. Les geôliers nomment eux-mêmes ces cachots les « fours à pain », tant la chaleur y est excessive.

Pendant les nuits, les rats, de très gros rats, pénètrent dans ces cellules pour ronger les ongles des orteils ou des doigts des prisonnières qui se sont endormies.

Mais il y a encore plus criminel : parfois les détenues sont enfermées dans des pièces appelées « chambres à fumée ». Ces salles communiquent avec les cuisines, où chez nous, au Viêt-nam, on prépare la nourriture par un chauffage au bois. De ce fait, la fumée asphyxie les détenues jusqu'à l'évanouissement, bien qu'elles essaient de se protéger les yeux et se déshabillent pour résister à la chaleur.

En général, lorsque les prisonnières sortent de ces cellules, elles n'y voient presque plus.

En ce qui concerne la nourriture, les rations fournies pour 1 400 femmes sont celles à peine suffisantes pour 800 d'entre elles.

Le défaut d'eau potable, d'air, de lumière, de matière nutritive, les coups et les tortures dont nous allons parler, tout cela est à l'origine de nombreuses maladies contractées par les femmes détenues.

La maladie la plus courante est celle qui atteint l'esprit. Les maladies mentales sont très fréquentes, parce que les femmes ne parviennent parfois plus à supporter les cris, les hurlements continuels des victimes torturées dans des pièces voisines. La tuberculose est également fréquente, ainsi que les maladies spécifiquement féminines à la suite des tortures pratiquées sur les organes génitaux.

Je peux témoigner de tous ces faits, car je suis passée dans les prisons et je les ai personnellement vécus. Il est nécessaire de préciser que les Américains font tout leur possible pour cacher ces infamies et donner l'impression à tout visiteur étranger au Sud-Viêt-nam qu'il ne s'y passe rien de tel. Pourtant cela se passe partout. A côté de chaque poste militaire, il y a au moins une ou deux geôles, et, vous savez, au Sud-Viêt-nam il y a un très grand nombre de postes militaires. Il est impossible de connaître le nombre exact des prisons. Mais ce que l'on peut dire, c'est qu'une personne arrêtée à Saigon par exemple peut disparaître pendant 2 ou 3 ans sans qu'on ait la moindre nouvelle d'elle. Elle est transférée de prison en prison et il est impossible à sa famille ou à qui que ce soit de retrouver sa trace. Certaines détenues sont passées par 17 prisons successives.



Atrocités commises par les fantoches.

ricains et de leurs fantoches, les femmes, les ouvrières, sont obligées de lutter sans cesse si elles désirent pouvoir vivre. En dehors de ce combat, il leur est impossible de vivre. C'est la même situation dans toutes les villes du Sud-Viêt-nam. La lutte est une nécessité pour pouvoir vivre.

Les femmes des classes moyennes et des couches supérieures sont également obligées de lutter pour rejeter la culture et les mœurs dépravées, corrompues, apportées par les agresseurs, le mode de vie à l'américaine, dont elles veulent préserver leurs maris, leurs enfants. Et bien entendu, ces femmes sont aussi victimes d'arrestations et d'emprisonnements assortis des tortures les plus abominables, les plus inhumaines.

exécuter par leurs fantoches. Ils essayent de donner des apparences plus humaines pour mieux dissimuler les actes abominables d'inhumanité dont ils se rendent coupables.

Q. — Pouvez-vous me relater avec précision ce qui se passe dans cette prison-type de Thu-Duc ?

R. — Certainement. J'ai été arrêtée en 1967 à la suite de mes activités clandestines à Saigon. J'ai connu plusieurs prisons, et je suis passée justement dans celle pour femmes à Thu-Duc.

Q. — Vous avez été torturée ?

R. — Dans les prisons du Sud-Viêt-nam, la torture est générale, inévitable. Mais il me faut d'abord vous dire

CRIMES YANKEES AU VIETNAM

(Suite de la page 12)

Je veux encore préciser qu'existent à Saigon des villas somptueuses d'apparence tranquille, mais qui sont en réalité des maisons spécialement aménagées pour la torture.

Q. — Est-ce que les tortionnaires utilisent l'électricité ?

R. — La torture à l'électricité, comme par immersion dans l'eau fait partie des pratiques les plus courantes. D'une manière générale, les tortures sont aussi abominables que celles pratiquées par les fascistes allemands. Mais il arrive que les Américains et leurs fantoches aillent encore plus loin. Ils présentent cette particularité caractéristique de s'attaquer de préférence aux organes génitaux des femmes.

Ils ont l'habitude de brûler les extrémités des doigts des femmes détenues. Mme Do Thi Duy-lien, membre de notre délégation, a subi ce martyre. Mme Le Thi-Rieng, vice-présidente de l'Association des Femmes pour la Libération du Sud-Viêt-nam également, elle n'a plus d'ongles du tout et il a fallu lui amputer une phalange de l'index, avant qu'elle soit purement et simplement « liquidée » lors du dernier Têt, par les fantoches. Ils enfoncent des épingles sous les ongles. Ils cassent le col d'une bouteille de bière et ensuite l'enfoncent dans l'utérus d'une de leurs victimes.



FEMME ATROCEMENT MUTILÉE

Q. — Y a-t-il un « livre blanc » publié à ce sujet par votre gouvernement ?

R. — Non, pas encore, mais les témoins ne manquent pas. Par exemple, le docteur Phun Van-cung était médecin-commandant dans l'armée fantoche. Il a été tellement horrifié, qu'il a décidé de passer du côté des patriotes. Il est actuellement vice-président du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire.

Q. — Quelles tortures avez-vous subies vous-mêmes ?

R. — J'ai subi moi-même la torture à l'électricité, et j'ai aussi subi celle de l'immersion dans l'eau. Mais vous savez, cela est peu de chose à côté de ce qu'ont subi de nombreuses autres femmes. Je peux vous citer, par exemple, le cas de Mme Phung Ngoc-anh, une sœur chinoise, dont ils ont inondé les mains avec de l'acide.

Q. — Une femme d'origine chinoise ? De Cholon peut-être, je crois que c'est un quartier chinois très populaire de Saigon ?

R. — Oui. Les résidents chinois au Sud-Viêt-nam participent aussi très activement à la lutte contre les agresseurs et leurs fantoches, à nos côtés. Les tortionnaires se montrent particulièrement féroces vis-à-vis d'eux. Mais je voudrais maintenant vous parler des tortures morales, qui constituent une autre forme de la bestialité des géoliers. Il est courant qu'ils obligent les détenues à saluer le drapeau fantoche, à déchirer le drapeau de notre révo-



Une photo qui en dit long sur le comportement des G.I.s au Sud Viet Nam. La photo a été prise et envoyée aux U.S.A. par un G.I.

(Photo de la revue américaine *The Worker*, numéro du 10 juin 1968)

lution ainsi que le portrait de notre vénéré président Ho Chi-minh. Si les prisonnières refusent, elles sont contraintes de tendre leurs mains. Les tortionnaires frappent alors dessus avec un bambou solide jusqu'à 400 coups de suite, les mains étant posées à plat sur une table. Alors les mains deviennent complètement déformées, d'une couleur bleue violette, enflée, comme un fruit mûr. Et deux heures après, ils recommencent, mais à ce moment-là, en général, la douleur est telle que la femme suppliciée s'évanouit aussitôt.

Très souvent, ils amènent des enfants de 10 à 13 ans devant leur mère, puis les torturent à l'électricité. Les femmes, même s'il ne s'agit pas de la mère elle-même, ne peuvent pas supporter les cris des enfants. C'est quelque chose d'horrible. Moi-même j'aurais préféré supporter ces tortures physique plutôt que d'entendre hurler les enfants. C'est insoutenable. Ils pratiquent de la même façon avec les maris, les vieillards, des parents et par de telles méthodes, ils font déclarer par les détenus ce qu'ils désirent entendre de leur bouche, même si cela ne correspond pas du tout à la réalité. Ils obtiennent de faux aveux.

Parmi les victimes de telles abominations, je vous citerai Mme Ma Thi-chu, qui exerçait la profession de pharmacienne. Une fois relâchée elle a compris que la seule voie qui s'offrirait à elle, c'était celle de la Révolution. Elle est l'épouse de l'ambassadeur de notre Gouvernement Révolutionnaire Provisoire au Cambodge, Nguyen Van-hieu.

Ont aussi subi les tortures, le révérend bonze Thich Thien-minh, l'avocat Truong Dinh-dzu, également l'avocat Trinh Dinh-thao, qui est devenu depuis le président de l'Alliance des Forces Démocratiques Nationales. Egale-

ment la doctoresse Duong Quynh-hoa, notre actuel ministre de la Santé publique.

Q. — Madame et chère camarade, le président Ho Chi-minh, éminent marxiste-léniniste et grand dirigeant révolutionnaire du peuple vietnamien est décédé le 3 septembre dernier. Les peuples révolutionnaires du monde, notre propre peuple, ont éprouvé à cette occasion une peine immense, mais en ce qui nous concerne, nous avons décidé de redoubler d'ardeur dans le travail de soutien politique au combat de votre peuple. Dans son testament, votre vénéré et respecté « Oncle Ho », comme vous l'appellez affectueusement, avait écrit : « Mon ultime souhait est que tout notre Parti, tout notre peuple, étroitement unis dans le combat, édifie un Viêt-nam pacifique, unifié, indépendant, démocratique et prospère, et apportent une digne contribution à la révolution mondiale. ». Pouvez-vous préciser pour les lecteurs de l'Humanité Rouge, comment les communistes et le peuple de votre pays entendent transformer en actes concrets l'ultime souhait de l'immortel président Ho Chi-minh ? Cette question nous paraît d'autant plus actuelle, qu'hier au soir, Nixon a prononcé un discours sur la situation au Sud-Viêt-nam, dont vous connaissez sans doute déjà le contenu ?

R. — Après le discours de Nixon, on peut constater clairement que la prétention de son administration en ce qui concerne le Viêt-nam est très grande. Son attitude est très obstinée et va de pair avec toutes les manœuvres

Nous publierons ultérieurement le communiqué spécial de la délégation à Paris du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire, relatif aux atrocités commises dans la prison de Thu Duc.



LE PEUPLE VIETNAMIEN VAINCRA

En marge du Congrès de la F. S. M.

LA TCHECOSLOVAQUIE ET LA DIRECTION CONFEDERALE DE LA C.G.T. (thème et variations)

Le 7^e Congrès de la F.S.M. s'est achevé le 26 octobre à Budapest. Cette organisation n'a plus de « mondial » que le nom depuis que les manœuvres et les pressions des révisionnistes soviétiques et autres ont abouti à l'élimination de fait des centrales syndicales chinoise, albanaise, indonésienne (à quand l'admission à la F.S.M. des « syndicats » fascistes créés par la clique Suharto-Nasuton ?) et la réserve fort compréhensible, de nombreuses centrales des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Mais la domination sans partage des révisionnistes sur la F.S.M. n'a pas amené la fin de leurs « ennuis ». Leur dégénérescence idéologique les rends inaptes par essence à toute unité de pensée. Témoin, les divergences qui se sont fait jour entre la C.G.I.L. (C.G.T. italienne) soutenue plus ou moins ouvertement par d'autres centrales (Cuba, Roumanie...) et la majorité de la F.S.M. sur l'appréciation à porter sur les événements de Tchécoslovaquie, ainsi que sur d'autres problèmes.

Concernant la Tchécoslovaquie, le compromis adopté est typique des mœurs sociales-démocrates qui se sont instaurées dans les organisations internationales dominées par les révisionnistes. La délégation soviétique n'a pas maintenu sa demande antérieure d'annulation de la condamnation de l'occupation de la Tchécoslovaquie, prononcée par le secrétariat de la F.S.M., à Prague le 21 août 1968. En échange, les Italiens, par la voix de leur représentant, Luciano Lama, ont renoncé pratiquement à évoquer ce problème, se bornant à rappeler leur position antérieure (ils ne pouvaient pas faire moins !). Passe-moi la rhubarbe, je te passerai le séne.

Mais la position de la délégation de la C.G.T. mérite qu'on s'y arrête. Cédons la parole à Ségué :

« Le plus positif dans ce congrès, c'est ce qui ne s'est pas produit. Les adversaires de la F.S.M. avaient supputé des affrontements qui auraient pu dégénérer jusqu'à rompre son unité. »

« Le discours de M. Luciano Lama nous a surpris mais il n'est pas toute la C.G.I.L. Il ne faut ni surestimer, ni sous-estimer ce qui s'est passé à Prague en 1968. Pour sa part, la C.G.T. n'a pas varié dans l'appréciation (la condamnation qu'elle a formulée alors). Nous avons veillé à ce que les Italiens ne soient pas attaqués par d'autres congressistes. »

Pratiquement, donc, Ségué reste dans la ligne inconfortable définie par les organismes dirigeants du P. « C. » F. : condamnation purement formelle de l'invasion de la Tchécoslovaquie, mais approbation de la situation créée par cette occupation, c'est-à-dire, en fait, mains libres au social-impérialisme russe.

Cette ligne n'est pas seulement le reflet de la dépendance du P. « C. » F. à l'égard de la clique sociale-impérialiste russe. Elle est également le reflet de l'intérêt porté à la forme tchécoslovaque du révisionnisme, forme qui s'est développée sous Novotny, approfondie sous Dubcek et que les Quisling actuels, Husak, Strougal et Cie maintiennent, d'autant plus facilement que leurs maîtres russes sont d'accord. Il est, à cet égard, hautement instructif de relire les vieux textes de la C.G.T. sur l'« expérience tchécoslovaque ». Dans le numéro 770 (du 1^{er} mars 1967) du « Peuple », organe officiel de la C.G.T. Germaine Guillé, secrétaire fédérale écrivait notamment :

« Le but principal du 6^e Congrès (de la Centrale Syndicale Tchécoslovaque - N.D.L.R.) portait avant tout sur la participation active du mouvement syndical à la nouvelle planification de l'économie — donc, à l'élaboration des plans de production — et à sa gestion en vue d'un nouvel essor de l'économie socialiste, de l'augmentation du revenu national et parallèlement, de celui des producteurs, donc des travailleurs. »

« Pour y parvenir, l'accroissement sensible de la production du travail, de la qualité et du niveau technique des produits fabriqués en vue de répondre à la demande intérieure et de faire face à la concurrence mondiale, se sont révélés indispensables. »

« C'est ainsi qu'est déjà entré en application le principe de la rémunération selon les mérites des travailleurs et donc selon les services effectivement rendus à la collectivité du travail, de la qualité et du niveau technique qui ne tenait pas suffisamment compte des efforts individuels. »

Précisons que la réforme dont Germaine Guillé se faisait l'ardente avocate, au nom de la direction fédérale de la C.G.T., avait pour promoteur Ota Sik, disciple particulièrement doué de l'économiste révisionniste soviétique Liberman.

Ota Sik, qui vient d'être exclu du parti « communiste » tchécoslovaque en tant que bouc émissaire, était à l'époque ministre de Novotny, avant de devenir celui de Dubcek.

Ouverture de l'éventail des salaires afin de mieux payer les technocrates, grâce à la plus-value suée par les travailleurs ; appel à l'individualisme et « intéressement » des travailleurs, rien ne manque.

Dans le numéro 784 du « Peuple » (1^{er} octobre 1968) la même Germaine Guillé rendant compte d'entretiens entre les directions fédérales françaises et tchécoslovaques tenus à Paris en septembre 1967, écrit :

« En Tchécoslovaquie, la modernisation, l'automatisation se poursuivent dans l'intérêt du pays et du peuple. La fermeture d'entreprises non rentables ou la suppression de telle ou telle production non indispensable n'entraîne pas, pour autant le chômage. »

« Le transfert d'ouvriers d'une entreprise à une autre, entraînant leur réadaptation, est assuré en toutes circonstances. Les pertes de salaires qui pourraient découler pendant un certain temps du changement de travail sont compensées par une indemnité qui assure la même rétribution. De plus, aucune fermeture n'est opérée avant qu'un nouvel emploi n'ait été assuré à l'ensemble du personnel. »

Fermetures d'entreprises... transferts de travailleurs... indemnités compensatrices... On croirait lire un texte de M. Chalandon. Et on sait comment cela se traduit « sur le terrain ».

C'est pourtant cela que la « camarade » Guillé et ses complices du bureau confédéral applaudissaient à tout rompre en 1967.

En janvier 1968, les technocrates à la Ota Sik se débarrassèrent des bureaucrates révisionnistes Novotny et autres, devenus inutiles. Le programme de janvier 1968, continuation et généralisation des idées qu'Ota Sik avait commencé à appliquer dès l'année précédente ne pouvait que recueillir l'approbation des bonzes révisionnistes de la C.G.T., qui aspirent eux-mêmes à la gérance loyale de l'économie française, dans le cadre de la « démocratie véritable ».

Dans le numéro 811 (1^{er} décembre 1968), André Allamy membre de la commission administrative de la C.G.T. pris entre la nécessité tactique de prendre ses distances à l'égard de l'invasion de la Tchécoslovaquie, trois mois plus tôt, par le social impérialisme russe et celle de ne pas se dissocier trop ouvertement de celui-ci, écrivait d'une part :

« Ce ressentiment (de la population tchécoslovaque contre les envahisseurs) s'exprime presque quotidiennement dans la vie de tous les jours... L'impression dominante est celle d'un profond désarroi... », et d'autre part : « Nous devons considérer que c'est aussi un acte de solidarité conséquent de ne rien faire... qui risque de gêner les syndicats tchécoslovaques dans leur tâche déjà complexe et difficile... »

« Nous devons éviter par une prise de position inconsidérée de notre organisation, d'alimenter les courants qui visent... à saboter ce qu'on appelle la normalisation. »

Voilà le grand mot lâché !

Plus de ligne politique ici, simplement la stricte observation de la « loi du milieu ».

Puisque les révisionnistes tchèques, sous Novotny comme sous Dubcek, n'ont fait qu'appliquer concrètement les « principes » des économistes révisionnistes soviétiques et est-allemands, la position des dirigeants de la C.G.T., appréciant positivement cette restauration accélérée du capitalisme bureaucratique était dans la logique des choses.

Aussi bien, les révisionnistes russes, est-allemands et français, avant comme après l'invasion de la Tchécoslovaquie, ont bien pris soin de proclamer qu'ils n'avaient rien contre « le programme de janvier 1968 », au contraire.

La publication gouvernementale de la R.D.A. « Echo d'Allemagne », sous la signature de Gehrhardt Léo, l'indiquait fort clairement, dès octobre 1968. Depuis, cette position n'a pas varié.

Mais les sociaux-impérialistes russes étaient inquiets de voir la partie la plus avancée de la classe ouvrière et de la jeunesse tchécoslovaques utiliser les possibilités offertes par les troubles du printemps 1968 pour remettre en cause la direction révisionniste du parti et de l'Etat tchécoslovaques ; et préoccupés des velléités de la couche dirigeante de Prague, de traiter directement avec les capitalistes occidentaux. Décidés à ne prendre aucun risque, tant sur le plan politique que sur le plan économique, Brejnev, Ulbricht et leurs amis envoyèrent leurs blindés.

Ce faisant, ils n'outrepassaient pas les accords non écrits qui régissent leurs rapports avec les impérialistes yankees.

Chacun chez soi dans sa zone d'influence...

Devant cette situation, les dirigeants révisionnistes français, Waldeck-Rochet et Ségué en tête n'avaient rien d'autre à faire qu'à s'aligner, une fois de plus.

Leurs « frères ennemis » italiens, moins dépendants de l'U.R.S.S. et soumis à la pression d'une base fortement réceptive aux thèses révolutionnaires marxistes-léninistes, ont pris une autre attitude. Dans un cas comme dans l'autre, la cause du socialisme ne préoccupe guère nos bonzes et bureaucrates de Paris ou de Rome, et pas davantage le sort du peuple tchécoslovaque, mais cette divergence supplémentaire montre à quel degré de pourrissement est parvenu le camp révisionniste.

Bien entendu, à aucun moment les militants de base de la C.G.T. n'ont eu à débattre des positions prises en leur nom par les bonzes confédéraux.

Ni lorsque, par la plume de Germaine Guillé, ils applaudissaient à l'ouverture maximum de l'éventail hiérarchique ou aux transferts autoritaires de main-d'œuvre ; ni lorsque par la voix de Georges Ségué, ils désapprouvent l'occupation de la Tchécoslovaquie, tout en approuvant la « normalisation ».

Aux travailleurs de leur demander des comptes. Après tout, sans eux, les bonzes retourneraient à leur néant.

Programme politique du Front de Libération National Tchadien

(FROLINA)

Nous avons publié dans les numéros 30 et 31 deux importants articles sur la guerre impérialiste au Tchad. Nous présentons maintenant le programme politique du Front de Libération Nationale (FROLINA) qui mène la lutte armée du peuple tchadien.



FRONT DE LIBERATION NATIONALE TCHADIEN
(FROLINA)
« VAINCRE OU MOURIR »

I. Lutter par tous les moyens pour renverser le régime néo-colonialiste et dictatorial que la France a imposé à notre peuple depuis le 11 août 1960, après avoir hissé et maintenu au pouvoir une clique de marionnettes dociles qui exécutent sa nouvelle politique tendant à perpétuer la domination, l'oppression et l'exploitation extrêmes de notre peuple sous une nouvelle forme la plus subtile, la plus dangereuse et la plus barbare mais qui n'en demeure pas moins la dernière : le néo-colonialisme. En vue de reconquérir l'indépendance nationale et totale de notre patrie.

II. Evacuer toutes les bases et troupes étrangères qui sont implantées sur le sol de notre patrie et qui constituent par là même un grand danger permanent non seulement pour la sécurité intérieure et extérieure de notre peuple et une aliénation de notre souveraineté, mais aussi une menace et un danger permanents pour les autres pays frères africains comme l'a si justement prouvé l'envoi de ces troupes du Tchad durant les événements du Cameroun et d'ailleurs.

III. Instaurer un gouvernement de coalition nationale démocratique et populaire. Réaliser une large démocratie progressiste en promulguant la liberté de presse, de parole, de réunion, de croyance, de circulation, d'association, etc. Amnistier tous les détenus politiques.

IV. Appliquer une politique conséquente à la campagne. Réaliser une réforme agraire radicale. Et en se basant sur le principe « la terre à ceux qui la travaillent » distribuer gratuitement la terre aux paysans pauvres. Aider et soutenir efficacement les paysans dans tous les domaines : politique, économique, social et culturel. Augmenter, assurer et stabiliser les prix et l'écoulement des produits agricoles.

V. Augmenter d'un tiers les salaires des ouvriers, relever les salaires, les traitements des fonctionnaires et des soldats, supprimer toutes les taxes et amendes arbitraires, diminuer l'impôt personnel, procurer du travail aux chômeurs. Réaliser l'égalité des sexes, procurer des soins gratuits aux malades. Améliorer constamment les conditions de vie du peuple.

VI. Encourager les petits et moyens commerçants et les protéger des grosses firmes étrangères, supprimer le monopole économique des pays impérialistes, notamment de la C.E.E., nationaliser les secteurs-clés de l'économie nationale. Edifier une économie nationale indépendante. Appliquer une politique de fiscalité raisonnable et équitable.

VII. Edifier une culture et une éducation démocratiques progressistes et à caractère national. Adopter l'arabe et le français comme langues officielles, lutter efficacement contre l'analphabétisme en vue de son éradication complète.

VIII. Etablir des relations diplomatiques avec tous les pays, sauf Israël et l'Afrique du Sud, sur la base des dix (10) principes de la Conférence de Bandoeng et des cinq (5) principes de la coexistence pacifique. Appliquer une politique extérieure de neutralisme positive, soutenir les mouvements de libération nationale, défendre activement la paix mondiale.

Fait le mercredi, 22 juin 1966

Le Comité Central du Front de Libération Nationale Tchadien

PALESTINE VAINCRA



Les palestiniens combattent pour la création d'un état laïc où population juive, catholique et musulmane auront les mêmes droits.

EL FATH 1^{er} janvier 65

CEACLE HUMANITÉ ROUGE ORSAY

Affiche réalisée par des militants de C.D.H.R.

LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE FAIT PEUR A LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

Les maîtres impérialistes ont peur et les marionnettes tremblent. Le développement victorieux de la résistance palestinienne, la montée irrésistible du mouvement populaire au Liban pour soutenir les organisations combattantes (par ex. : les dernières manifestations et barricades à Beyrouth et Tripoli contre l'armée libanaise dont la répression fit plus de 100 morts parmi lesquels de nombreux lycéens), mettent en danger leurs intérêts au moyen-orient. Il est prévisible que l'état sioniste et le gouvernement pro-impérialiste libanais vont multiplier dans l'avenir les provocations à l'égard des résistants palestiniens et intensifier leur répression sur les populations qui les soutiennent.

Un autre fait inquiète les impérialistes : le retentissement de la résistance palestinienne.

Le gouvernement des monopoles a peur de voir ceux-ci s'organiser solidement et mener des actions résolues et efficaces qui sont un soutien appréciable au peuple palestinien en lutte. Il a peur de voir les travailleurs français et arabes s'unir plus étroitement pour lutter ensemble contre leurs ennemis communs : les monopoles français et étrangers.

Aussi à la suite de l'attaque par des militants anti-impérialistes contre l'officine fasciste, raciste et sioniste : « l'Aurore », et alors que Pompidou reçoit le raciste sioniste Ben Gourion, la police accentue sa répression contre tous ceux qui soutiennent le peuple de Palestine. Cette semaine elle s'est livrée dans plusieurs villes de France à des arrestations et des perquisitions arbitraires touchant des progressistes invités par El Fatha à vivre 1 mois l'été dernier dans un camp d'entraînement en Jordanie. A Toulouse plusieurs camarades anti-impérialistes ont reçu la visite de 8 flics qui perquisitionnèrent et emportèrent journaux, fanions, etc. d'El Fatha. Il en est de même à Paris, Nancy etc.

Une des tâches qui incombent aux marxistes-léninistes et à tous les militants anti-impérialistes, est de riposter énergiquement à la répression, de dénoncer la collaboration étroite du gouvernement français avec le sionisme et la réaction arabe, d'intensifier leur soutien à la résistance palestinienne, d'unir toujours davantage les travailleurs français et immigrés. Ils doivent s'opposer à toute mesure de répression qui peut s'abattre sur les travailleurs et intellectuels arabes (souvenons-nous de la guerre d'Algérie).

C.D.H.R. Toulouse.

DEMENTI AUX GROSSIÈRES CALOMNIES POLICIÈRES DE LA PRESSE FRANQUISTE

(Communiqué du Comité Exécutif du Parti Communiste d'Espagne marxiste-léniniste.)

Le 16 octobre dernier, le journal monarcho-franquiste madrilène « ABC » a publié un odieux, malveillant et calomnieux article de caractère policier contre notre parti. Cet article a été reproduit par les agences de presse et la presse du régime yankee-fasciste de Franco, manipulée et orchestrée par le pantin phalangiste et carriériste sans scrupules, Fraga Iribarne.

Selon cet article, la gestapo franquiste (la Brigade Politique Sociale, BPS) aurait « démantelé » notre parti, rien moins que sur tout le territoire national. Mais comme, depuis notre reconstitution (qui a eu pour sommet le 17 décembre 1964), elle a déjà répété de nombreuses fois cette chansonnette, nous ne pensons pas qu'il y ait quelqu'un pour mordre à cet hameçon.

Cependant, l'article contient certains points que nous ne pouvons laisser sans démenti.

— Notre parti agirait essentiellement en milieu universitaire et parmi les étudiants, ce qui est totalement faux, notre principale implantation se trouvant justement, comme on le sait, dans les couches prolétariennes des villes et, en partie, de la campagne.

— « Les arrestations auraient culminé avec celle d'Angel Campillo Fernandez ». Ceci est un mensonge gros comme une maison ! Notre camarade Angel Campillo Fernandez (comme « Vanguardia Obrera » en a alors fait part) se trouvait dans le Sud de la France, fin janvier de cette année, lorsqu'il fut arrêté arbitrairement et sans aucun motif par les autorités réactionnaires françaises qui, contrairement à ses souhaits et malgré la vive résistance physique qu'il opposa (allant jusqu'à sauter de la voiture en marche qui l'emmenait) le livrèrent ignominieusement à la police fasciste du dictateur Franco au poste frontière d'Irun. Durant 12 jours, il fut soumis à toute une série d'horribles tortures dans les cachots de la police de Donostia (Saint-Sébastien), Madrid et Léon. Ainsi son arrestation n'a pas eu lieu, comme le prétend la police, au cours du présent mois d'octobre, mais huit mois plus tôt. Pas plus qu'elle n'a été effectuée, comme le laissent entendre les sbires fascistes, à Madrid, ni dans aucun endroit du territoire national, mais en France. La BPS yankee-franquiste l'a seulement « reçu » de la police française.

On peut trouver confirmation de ces faits dans divers numéros du quotidien parisien « Le Monde » et dans de nombreux autres journaux et revues étrangers, ainsi que dans le rapport que la Commission internationale des Juristes de Genève (qui groupe plus de 45 000 juristes dans le monde entier) a élaboré au sujet des expulsions d'étrangers hors de France. Selon « Le Monde » (28-29 septembre 1960), « la Commission cite le cas de D. Angel Campillo Fernandez, arrêté à Bordeaux et livré à la police franquiste qui l'a incarcéré et, paraît-il, torturé. »

Nous tenons à souligner que le camarade Campillo n'est pas issu (comme insinuent les rédacteurs franquistes) du milieu étudiant, mais que c'est un ouvrier appartenant à une famille de journaliers de la province de Leon.

La honteuse livraison du camarade Campillo à la police yankee-franquiste de la part des autorités françaises n'a absolument rien à voir avec l'arrestation de certains militants ou sympathisants du P.C.E. (marxiste-léniniste) qui a eu lieu récemment en Andalousie (et non sur l'ensemble du territoire national). La presse franquiste s'est également référé publique-

ment à ces arrestations, recourant aux manœuvres mentionnées consistant à amalgamer le vrai et le faux, pour semer la confusion.

Ledit article soutient (allons donc !) que notre parti est payé par l'étranger, et ne le répète pas moins de sept fois.

La vieille histoire de l'« or rouge » venu des pays socialistes !

Notre parti compte sur ses propres forces et sur l'aide et la collaboration que lui apportent, chaque jour davantage, les larges masses prolétariennes et travailleuses. Mais qui donc est à la solde d'une puissance étrangère, sinon les franquistes qui, pour une poignée de dollars, ont vendu la patrie à l'impérialiste yankee, ennemi traditionnel de l'Espagne ! Qui donc se maintient au pouvoir grâce à l'aide et aux interventions impérialistes, principalement de l'impérialisme américain (et depuis quelques temps, mais en moindre mesure, du social-impérialisme soviétique), sinon les franquistes.

De plus, l'article reprend les classiques accusations de type hitlérien contre le communisme, avec lesquelles le franquisme a essayé d'étrangler, jour et nuit, depuis 30 ans, le peuple espagnol. Il prétend, en particulier, présenter la direction nationale du parti, à laquelle se sentent intimement unis tous les militants du parti et les masses de sympathisants et amis, comme un goupe « d'aventuriers » avides « d'un avenir propère ».

Le camarade Mao Tsé-toung, grand leader de la révolution mondiale prolétarienne, a déclaré : « Si nous sommes attaqués par l'ennemi, c'est une bonne chose, car cela prouve que nous avons tracé une ligne de démarcation bien nette entre l'ennemi et nous. Et si celui-ci nous attaque avec violence, nous peignant sous les couleurs les plus sombres et dénigrant tout ce que nous faisons, c'est encore mieux car cela prouve... que nous avons remporté des succès remarquables dans notre travail. » En lançant des propos venimeux contre notre parti, les yankee-franquistes reconnaissent implicitement les incontestables succès que nous avons remportés. Le fait que les ennemis de notre peuple affirment que le prétendu « démantèlement » de notre parti a été mené par des « agents de toutes les brigades régionales d'investigation sociale, en pleine coordination », montre qu'ils sont obligés de reconnaître l'envergure nationale acquise par notre parti. Le fait qu'ils avouent que le prétendu « coup fatal », qui, selon les fascistes, nous a anéanti, ne peut être « considéré comme définitif », est une preuve que, devant la poussée et la vitalité croissantes de notre parti, ils doivent admettre qu'aucun coup, si « fatal » soit-il, ne peut venir à bout de l'avant-garde du prolétariat espagnol : le Parti Communiste d'Espagne (marxiste-léniniste).

Enfin, nous devons également réfuter les fallacieuses calomnies contre la République Populaire de Chine que, sans aucun fondement, les fascistes accusent d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Espagne. Notre parti n'a été « créé » ni n'est « manipulé » par Pékin. Les relations cordiales et fraternelles existant entre notre parti et le grand et glorieux parti communiste de Chine, ayant à sa tête le camarade Mao Tsé-toung, sont des relations entre partis frères, basées sur l'internationalisme prolétarien, sur un pied de totale égalité et aide, chaleur et épaulement réciproques.

Madrid, le 20 octobre 1969,
Comité Exécutif du P.C.E. (marxiste-léniniste).

BRISONS LE MUR DU SILENCE SUR CE QUI SE PASSE AU PAYS BASQUE

Au moment de mettre sous presse nous apprenons que vendredi dernier a eu lieu à Bayonne une puissante manifestation contre la répression fasciste, qui sévit durement en Pays Basque espagnol et tend à progresser aussi du côté français dans le cadre du processus de fascisation en cours. Le bureau national de l'U.N.E.F. avait appelé, à juste titre, à soutenir une campagne en faveur du peuple basque, mais tous les journaux ont refusé d'en donner l'information. Cela n'a pas empêché les travailleurs basques étroitement unis avec les étudiants de faire entendre leur volonté, et, selon nos correspondants de Pau et Bayonne, le

consulat d'Espagne a été envahi par la manifestation.

Nous publierons ultérieurement un important reportage sur la lutte menée sous le signe d'un front uni dans l'ensemble du Pays Basque.

Les marxistes-léninistes se réfèrent au passage contenu dans les « Thèses d'Avril » de Lénine et au texte sur la question nationale et coloniale pour soutenir pas seulement du bout des lèvres, mais dans l'action concrète le peuple basque qui aspire à son autodétermination.

Vive le front uni du Pays Basque !

Jusqu'à sa mort Gaston MONMOUSSEAU, secrétaire de la C.G.T., est resté un ami inébranlable de l'ALBANIE SOCIALISTE.

Voici la lettre qu'il adressa au Parti du Travail d'Albanie, fin 1959, à la veille des honteuses calomnies kroutchéviennes contre le peuple et le parti albanais.

Paris, 26 novembre 1959

Chers camarades et amis,

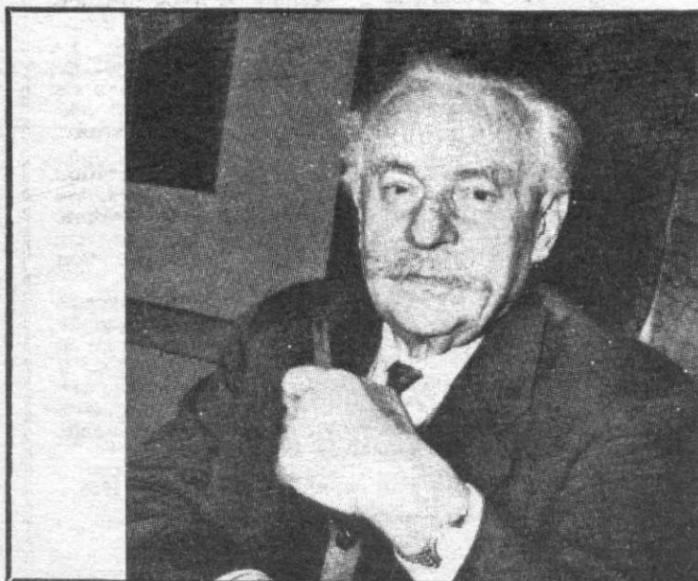
Si je vous adresse ces quelques mots à l'occasion du 15^e anniversaire de la libération de l'Albanie, ce n'est pas seulement pour obéir au besoin d'affectueuse fraternité que doit ressentir tout militant ouvrier envers le vaillant peuple d'Albanie en raison de ses justes et victorieux combats contre l'oppression et sa marche vers le communisme ; c'est aussi que je garde le souvenir ineffaçable du très beau séjour que j'ai fait dans votre magnifique patrie voilà quelques années.

Déjà je voyais se profiler devant mes yeux les changements considérables qui

font de l'Albanie l'un des meilleurs exemples de clairvoyance, de courage et d'audace pour réaliser à l'échelle de l'Albanie le plus bel idéal que l'homme puisse rêver. Ce n'est pas toujours et pas seulement par ses dimensions géographiques qu'un pays atteint à la grandeur, c'est par un régime capable d'assurer la liberté, la paix et la prospérité par l'effort et l'initiative du peuple et pour le peuple.

Vous en donnez une preuve saisissante et combien émouvante pour moi, qui combat depuis bientôt un demi-siècle pour que ma patrie s'élève elle aussi au niveau de la véritable grandeur.

Gaston Monmousseau.



L'ALBANIE SOCIALISTE, 25 ANS APRES LA REVOLUTION

5 - LA LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE DE LA CRÉATION DU PARTI COMMUNISTE ALBANAIS A FIN 1942

Dès les premiers jours de sa création, le P.C.A. commença une agitation importante dans les masses à l'aide de tracts, affiches, de meetings et de conférences organisées clandestinement. Il lança un appel à l'insurrection armée.

L'insurrection devait être menée jusqu'au bout et sans compromis. Toutes les conséquences de l'insurrection armée furent prises en considération par le P.C.A. celui-ci prit toutes les mesures, et formes d'organisation convenant à une telle lutte, en partant du principe que c'était une lutte partisane, coordonnées avec d'autres formes de luttes (grèves, meetings, actes de sabotages de toute sorte, liquidation des personnalités fascistes et collabos) et en partant de la profonde conviction suivante « un peuple qui désire conquérir son indépendance ne doit pas se borner à une lutte ordinaire, l'insurrection en masse, la guerre civile, les guérillas partout, sont les seuls moyens permettant à un peuple de triompher d'un ennemi supérieur en nombre et en équipement et à une petite armée d'affronter une armée plus forte, plus armée et mieux organisée.

Le front démocratique anti-fasciste (front uni de toutes les couches exploitées du peuple) était dirigé par le noyau le plus avancé de la classe ouvrière, c'est à elle qu'incombait historiquement le rôle dirigeant, bien que peu nombreuse, ce fut l'élan révolutionnaire des larges masses du peuple en particulier celui de la paysannerie qui constituait la majorité écrasante de ce front.

La majorité du peuple répondit favorablement à cet appel d'insurrection nationale. Exploités par les ennemis extérieurs, exploités par la clique féodalo-bourgeoise ne pouvant plus supporter la situation économique misérable faite à la majorité du peuple, ne jouissant plus d'aucun droit démocratique, le P.C.A. sut juger la situation révolutionnaire qui existait à ce moment en Albanie, et agir en conséquence.

De 1941 date de l'unification des différents groupes existants et de la création du P.C.A. à 1944, date de la libération, l'époque d'insurrection nationale peut être divisée en deux phases principales :

Première phase : commencement et développement de l'insurrection armée qui devait aboutir à la création des forces armées de libération nationale.

Deuxième phase : phase de l'insurrection générale armée qui devait se terminer par la libération nationale. Pourquoi fallait-il passer par ces deux phases d'organisation. Principalement, le P.C.A. étudia la situation générale du pays, tant politique qu'économique et militaire, et il s'avéra après une enquête approfondie que l'ancienne armée qui avait failli à sa mission au moment de l'occupation du pays par les fascistes ne pouvait en aucun cas devenir l'armée du peuple albanais, pour sa libération il fallait reconstruire une armée populaire, sur de nouvelles bases, une armée du peuple pour la défense des intérêts du peuple.

Dans la première phase de décembre 1941 à février-mars 1942 se créèrent les unités de combat de ville constituées de jeunes patriotes armés de pistolets et fusils cachés à l'ennemi, et qui continuèrent leur occupation sur place, effectuant des opérations clandestinement, la nuit au début et en plein jour plus tard.

Ces unités de combat de ville, dirigées par les organisations locales du P.C.A. attaquèrent l'ennemi par surprise, attaquèrent les dépôts de munitions, les dépôts d'essence, enlevèrent les espions et agents au service de l'ennemi, attaquèrent les voies de communication de l'ennemi.

Plus tard, vers fin 1942, des actions de plus grande envergure sont organisées ; en juillet 1942, une attaque de grande envergure est organisée contre les lignes téléphoniques et télégraphiques de l'ennemi aux quatre coins du pays ce qui eut pour effet de paralyser pendant plusieurs jours l'ennemi, celui-ci n'ayant plus aucun moyen de communication téléphonique. Cette action à l'échelle nationale illustrant une étape importante de la montée incessante du mouvement de libération nationale, un niveau encore plus élevé de la lutte armée et une unification et une centralisation plus prononcée de cette lutte.

Parallèlement à ces actions de guérillas populaires, un travail politique intense était mené auprès des masses, explications de la situation économique et militaire du pays, explication du rôle des masses dans la lutte de libération nationale, explication de la lutte des autres peuples contre le même ennemi, fasciste italien ou allemand.

Malgré la faiblesse des moyens au début, quelques centaines de partisans, le manque de cadres, l'impréparation militaire face à une armée bien entraînée et équipée de moyens ultra-modernes, le P.C.A. démontra que l'initiative de la lutte armée était la voie juste et entreprise en temps opportun.

Face au développement impétueux de la lutte de libération nationale, les occupants fascistes et les traîtres à leur solde, déclenchèrent une terreur contre le peuple, en emprisonnant, torturant, exécutant tous ceux qui étaient susceptibles d'appartenir ou d'aider au mouvement de libération nationale. Dans ces moments pénibles le peuple accentua encore sa lutte pour répondre coup pour coup aux ennemis fascistes.

Toutes les unités de combat ainsi constituées sous la direction du P.C.A. préparaient dans leurs rangs les premiers cadres militaires et politiques pour les détachements partisans, l'activité sans cesse croissante de ces unités, leur liaison de plus en plus grande avec les masses prépara les conditions favorables pour passer à une étape qualitative et quantitative supérieure, l'organisation des guérillas partisans, embryons de la future armée populaire de libération. (A suivre).

Affiche 46 x 62 à coller par les C.D.H.R.

ORGANISÉ PAR
L'HUMANITÉ 
rouge
Bulle Postal 151, Paris-20



**L'ALBANIE
ROUGE**
PHARE DU SOCIALISME EN EUROPE
A 25 ANS

meeting **MUTUALITÉ**
Métro : MAUBERT-MUTUALITÉ

SAMEDI 20 H.30
22 NOVEMBRE

